



12CCY062

NOVEMBRE 2013



# Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable

## COMMUNE DE PONTCHARRA

### PHASE 4 – Rapport final

**SAFEGE**  
*Ingénieurs Conseils*

SIÈGE SOCIAL  
PARC DE L'ILE - 15/27 RUE DU PORT  
92022 NANTERRE CEDEX  
Agence de Chambéry : Savoie Technolac – BP 318 – 73377 LE BOURGET DU LAC CEDEX  
Tél. : 04.79.26.46.00 – Fax : 04.79.26.46.08 – Email : chambéry@safège.fr

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

<b>1 Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>2 Rappel de la phase de diagnostic .....</b>	<b>2</b>
2.1 Présentation du contexte.....	2
2.1.1 Situation géographique .....	2
2.1.2 Données démographiques.....	3
2.1.2.1 Population actuelle .....	3
2.1.2.2 Estimation de la population future.....	3
2.1.3 Données économiques .....	3
2.2 Le réseau d'eau potable .....	4
2.2.1 Structure générale .....	4
2.2.2 Réseaux d'adduction et de distribution .....	5
2.2.3 Ouvrages du réseau.....	5
2.2.4 Le parc compteur individuel.....	7
2.2.5 Les branchements en plomb .....	7
2.2.6 Diagnostic de réseau .....	8
2.2.6.1 Qualité de l'eau .....	8
2.2.6.2 Rendements de réseau et ILF .....	8
2.2.6.3 Recherches de fuites nocturnes .....	9
2.2.6.4 Défense incendie .....	9
2.3 Bilans ressources-besoins.....	10
<b>3 Gestion du service .....</b>	<b>12</b>
3.1 Gestion du service .....	12
3.2 Prix du service de l'eau .....	12
<b>4 Évaluation du patrimoine .....</b>	<b>15</b>
4.1 Le patrimoine de la commune .....	15
4.2 La dotation aux amortissements .....	16
4.3 Les emprunts en cours.....	16
<b>5 Programmation et financement des travaux retenus .....</b>	<b>17</b>

---

5.1	Financement .....	17
5.1.1	Budget général et budget de l'eau .....	17
5.1.2	Le Conseil Général de l'Isère .....	17
5.1.3	L'Agence de l'Eau .....	18
5.1.4	L'État .....	19
5.2	Programme de travaux.....	19
5.2.1	Protection de la ressource .....	19
5.2.2	Comptage.....	21
5.2.3	Branchements .....	22
5.2.4	Renouvellement de réseau .....	22
5.2.5	Renforcement du réseau .....	28
5.2.6	Restructuration du réseau .....	31
5.2.7	Réhabilitation des réservoirs .....	33
5.2.8	Amélioration de la défense incendie .....	34
5.3	Synthèse des travaux et planification dans le temps .....	42
<b>6</b>	<b>Calcul de l'impact sur le prix de l'eau .....</b>	<b>45</b>
6.1	Principe.....	45
6.2	Impact sur le prix de l'eau .....	45
<b>7</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>47</b>

---

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

---

Tableau 2-1 :	Caractéristiques des ressources .....	6
Tableau 2-2 :	Caractéristiques des ouvrages de stockage.....	6
Tableau 2-3 :	Caractéristiques des stations de pompage .....	7
Tableau 2-4 :	Indicateurs du réseau de Pontcharra .....	8
Tableau 2-5 :	Bilans ressources-besoins en situation actuelle et future .....	11
Tableau 3-1 :	Évolution du prix de l'eau de 2009 à 2013.....	13
Tableau 4-1 :	Estimation du patrimoine ouvrages et canalisations .....	16
Tableau 5-1 :	Chiffrage et description du scénario 1 .....	20
Tableau 5-2 :	Chiffrage et description du scénario 2.....	21
Tableau 5-3 :	Chiffrage et description du scénario 3.....	22
Tableau 5-4 :	Chiffrage et description du scénario 4.....	22
Tableau 5-5 :	Chiffrage et description du scénario 5.....	23
Tableau 5-6 :	Chiffrage et description du scénario 6.....	24
Tableau 5-7 :	Chiffrage et description du scénario 7.....	25
Tableau 5-8 :	Chiffrage et description du scénario 8.....	27
Tableau 5-9 :	Chiffrage et description du scénario 9.....	29
Tableau 5-10 :	Chiffrage et description du scénario 9 bis .....	30
Tableau 5-11 :	Chiffrage et description du scénario 10.....	32
Tableau 5-12 :	Chiffrage et description du scénario 11 .....	33
Tableau 5-13 :	Chiffrage et description du scénario 12.....	35
Tableau 5-14 :	Chiffrage et description du scénario 13.....	36
Tableau 5-15 :	Chiffrage et description du scénario 14.....	37
Tableau 5-16 :	Chiffrage et description du scénario 15.....	38
Tableau 5-17 :	Chiffrage et description du scénario 16.....	39

Tableau 5-18 :	Chiffrage et description du scénario 17.....	41
Tableau 5-19 :	Synthèse des scénarios de Pontcharra .....	43
Tableau 5-20 :	Échéancier prévisionnel du programme de travaux de Pontcharra	44
Tableau 6-1 :	Estimation de l'impact sur le prix de l'eau.....	46

## TABLE DES ANNEXES

---

Annexe 1 **Synoptique altimétrique du réseau**

Annexe 2 **Synoptique IGN des réseaux**

Annexe 3 **Plan des réseaux**

Annexe 4 **Couverture incendie**

Annexe 5 **Plan des travaux**

Annexe 6 **Règlement de service**

# 1

## Introduction

La commune de Pontcharra a décidé d'engager une étude de schéma directeur de son réseau d'alimentation en eau potable visant, au final, à fournir aux décideurs les informations nécessaires à la définition d'un programme d'actions et d'investissements.

Elle a confié la réalisation de cette étude à la société SAFEGE.

L'étude s'est déroulée en quatre phases :

- ✓ Phase 1 : Diagnostic de la situation existante ;
- ✓ Phase 2 : Évaluation prospective à court, moyen et long terme ;
- ✓ Phase 3 : Élaboration de scénarios et analyse technico-économique ;
- ✓ Phase 4 : Schéma directeur d'alimentation en eau potable.

Le présent document constitue le rapport final de phase 4 d'élaboration du Schéma directeur d'alimentation en eau potable.

Il présente la description et le chiffrage des scénarios de travaux retenus par la commune, ainsi que leur programmation prévisionnelle et leur impact sur le prix de l'eau.

## 2

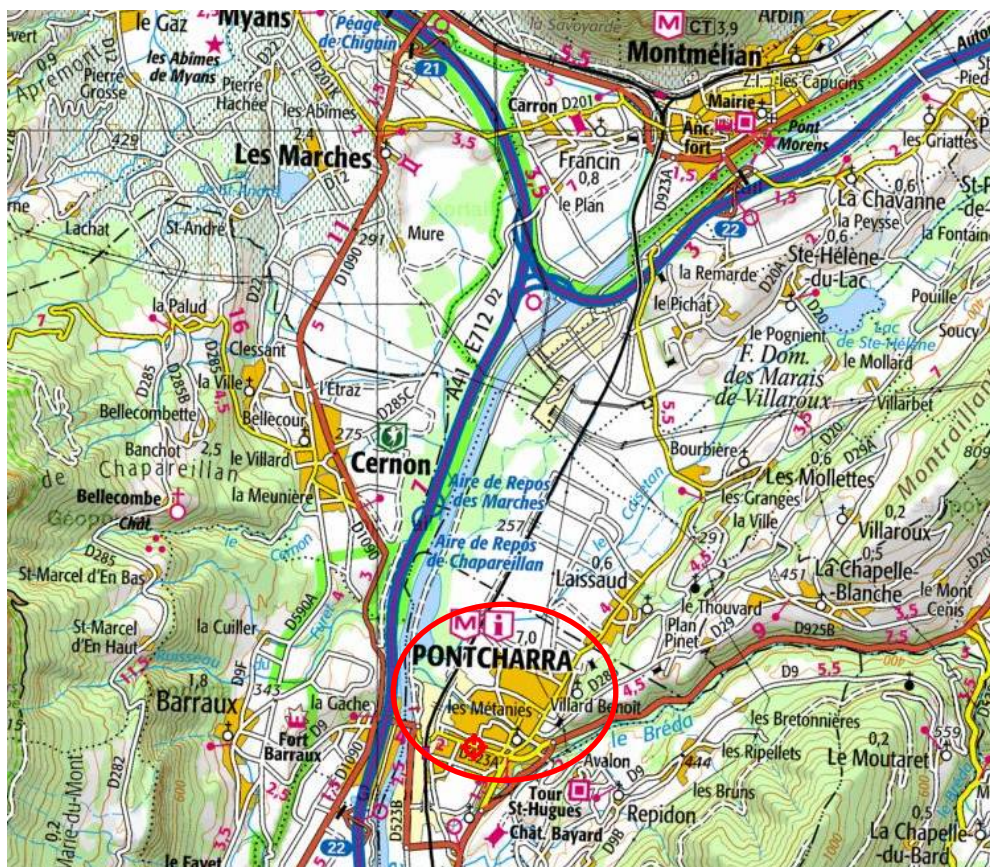
## Rappel de la phase de diagnostic

### 2.1 Présentation du contexte

#### 2.1.1 Situation géographique

Située entre Chambéry et Grenoble dans la Vallée du Grésivaudan, la commune de Pontcharra se trouve au carrefour de la Cluse de Chambéry et de la Combe de Savoie.

Figure 2-1 : Localisation de la commune de Pontcharra (source : Géoportail)



## 2.1.2 Données démographiques

*Remarque : Les chiffres présentés dans les paragraphes suivants ont été définis et validés en cours de phase 1. Le détail des estimations peut être consulté dans le rapport de phase 1.*

### 2.1.2.1 Population actuelle

La population de la commune était de 7 162 habitants permanents au dernier recensement INSEE de 2010. Depuis 1962, la population légale de la commune de Pontcharra a constamment augmenté. Entre 1999 et 2010, la population a augmenté en moyenne de 1,0 % par an.

D'après la commune, en 2012 la population estimée s'élève à 7 400 habitants.

### 2.1.2.2 Estimation de la population future

Compte tenu des perspectives d'urbanisation future, la population future de Pontcharra a été estimée par la commune à 8 500 habitants à l'horizon 2020 et 10 000 habitants à l'horizon 2030.

Cette prospective future concernant l'évolution de la population de la commune correspond à une variation moyenne annuelle de la population de l'ordre de 1,6 % par an.

## 2.1.3 Données économiques

L'activité agricole est présente sur la commune de Pontcharra avec 11 exploitations recensées ayant leur siège sur le territoire communal, représentant une surface agricole utile de 383 hectares. Il s'agit majoritairement d'une agriculture d'élevage, avec néanmoins des productions très diversifiées (céréales, noix, gazon...).

Par ailleurs, Pontcharra bénéficie d'un pôle urbain reconnu dans les domaines de l'habitat, de l'économie, des commerces et des services. 8 enseignes de grande distribution et 75 commerces de détail dans des domaines variés sont présents sur la commune.

La commune compte également la zone industrielle de Pré Brun, située à l'Ouest, qui représente 85,9 ha, avec une surface commercialisable de 20 ha.

## 2.2 Le réseau d'eau potable

Le réseau d'alimentation en eau potable de Pontcharra est géré par la commune en régie directe.

En 2012, d'après les données du rôle des eaux, la commune de Pontcharra comptait 2 597 abonnés.

### 2.2.1 Structure générale

Le réseau d'alimentation en eau potable de Pontcharra s'organise en deux unités de distribution :

- ✓ l'unité de distribution principale du bourg de Pontcharra :

La ressource de ce secteur est le forage de Pied des Planches 2 qui alimente partiellement en direct le réseau de distribution du bourg de Pontcharra par refoulement, ainsi que le réservoir de Beauregard. Ce réservoir assure gravitairement l'alimentation du hameau de Villard Benoît et du centre ville.

- ✓ l'unité de distribution des hameaux de Pontcharra :

La ressource de ce secteur est le forage de Pied des Planches 1 qui alimente par refoulement le réservoir de Villard Noir. Ce réservoir alimente le hameau de Villard Noir, ainsi que la station de pompage de Villard Noir qui, par deux conduites de refoulement distinctes, achemine l'eau jusqu'aux réservoirs de Challeys et de Malbourget.

Le réservoir de Challeys alimente gravitairement les hameaux de Challeys et de La Perrière, ainsi que le réservoir de Perrière, qui alimente à son tour le hameau de Villard Noir. Une station de relevage située dans le réservoir de Challeys permet également d'alimenter par refoulement le réservoir de Montaucher, qui alimente le hameau du même nom.

Quant au réservoir de Malbourget, il dessert le hameau de Malbourget, ainsi que celui de Javeydan via un surpresseur.

Les deux unités de distribution de la commune sont maillées avec une vanne de sectionnement fermée entre les deux au niveau du chemin du Plan, dans le secteur du hameau de Villard Didier, sur la conduite de distribution qui longe la route départementale D523.

Seuls les hameaux de Berruer et de Papillard, situés au Sud de la commune, ne sont pas alimentés par une ressource communale. Un achat d'eau auprès de la commune voisine du Cheylas est réalisé pour alimenter ce secteur isolé.

Les synoptiques du réseau, altimétrique et sur fond IGN, sont présentés respectivement en **annexes 1 et 2** du présent rapport.

## 2.2.2 Réseaux d'adduction et de distribution

D'après le plan des réseaux fourni par la commune, le linéaire total de canalisations est de 50,6 km, dont 43,2 km de conduites de distribution et 7,4 km d'adduction-refoulement.

Le plan des réseaux sous fond de plan cadastral a été mis à jour au cours de l'étude en collaboration avec le Service des Eaux de la commune. Il est joint en **annexe 3** du présent rapport.

Le diamètre des canalisations de distribution le plus représenté est le DN100 mm, qui représente près de 33 % du linéaire, et le réseau est majoritairement en fonte avec près de 59 % du linéaire qui est constitué de ce matériau.

En ce qui concerne les conduites d'adduction-refoulement, le diamètre le plus fréquent est le DN125 mm (25 % du réseau d'adduction), et le réseau est également majoritairement en fonte avec 58 % du linéaire qui est constitué de ce matériau.

Le diamètre et le type de conduites sont inconnus pour un linéaire important des réseaux de distribution et d'adduction (respectivement 12,5 % et 19 % pour le diamètre, et 10 % pour le type de matériau).

L'absence d'informations concernant la date de pose des conduites d'adduction et de distribution n'a pas permis une analyse de l'âge des conduites, qui est souvent un bon indicateur de l'état du réseau.

## 2.2.3 Ouvrages du réseau

Le réseau d'eau potable de la commune de Pontcharra est constitué des ouvrages suivants :

- ✓ 3 forages :
  - ◆ le forage de Pied des Planches 1, alimentant les hameaux du Sud de Pontcharra ;
  - ◆ le forage de Pied des Planches 2, alimentant le bourg principal de Pontcharra ;
  - ◆ le forage du Puits des Gorges, non utilisé actuellement, mais conservé pour une alimentation de secours.

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques de ces trois forages :

Tableau 2-1 : Caractéristiques des ressources

Ressources communales		DUP			Traitement			Commentaires
Nom	Capacité de pompage	Oui/non	Date	Vulnérabilité	Oui/non	Lieu	Type	
Forage du Pied des Planches 1	60 m <sup>3</sup> /h	oui	29/03/2012	Périmètres de protection matérialisés	non	/	/	Alimentation des hameaux du Sud de Pontcharra
Forage du Pied des Planches 2	190 m <sup>3</sup> /h	oui	29/03/2012	Périmètres de protection matérialisés	non	/	/	Alimentation du bourg principal de Pontcharra
Forage du Puits des Gorges	60 m <sup>3</sup> /h	/	/	Périmètres de protection matérialisés. Vulnérabilité : proximité de la RD 925B	non	/	/	Forage non utilisé actuellement. Conservé en tant qu'alimentation de secours

## ✓ 6 réservoirs :

- ◆ Beauregard – 2 x 1000 m<sup>3</sup> + 2000 m<sup>3</sup> ;
- ◆ Villard Noir – 2 x 200 m<sup>3</sup> ;
- ◆ Challeys – 230 m<sup>3</sup> ;
- ◆ Perrière – 120 m<sup>3</sup> ;
- ◆ Montaucher – 120 m<sup>3</sup> ;
- ◆ Malbourget – 120 m<sup>3</sup>.

Tableau 2-2 : Caractéristiques des ouvrages de stockage

Réservoirs		Volume		Alimentation	Secteurs desservis	Commentaires
Nom	Altitude	Total	Défense incendie			
Réservoir de Beauregard	314 m	3000 m <sup>3</sup>	HS	Forage de Pied des Planches 2	Bourg de Pontcharra et Villard Benoît	2 cuves de 1 000 m <sup>3</sup> et 2 000 m <sup>3</sup> Télésurveillance
Réservoir de Villard Noir	311 m	400 m <sup>3</sup>	?	Forage de Pied des Planches 1	Villard Noir et réservoirs de Challeys et de Malbourget	2 cuves de 200 m <sup>3</sup> Télésurveillance Absence de compteur de distribution
Réservoir de Challeys	404 m	230 m <sup>3</sup>	HS	Station de pompage de Villard Noir	Challeys, La Perrière et réservoirs de Perrière et de Montaucher	Télésurveillance
Réservoir de Perrière	332 m	120 m <sup>3</sup>	70 m <sup>3</sup>	Réservoir de Challeys	Villard Noir	Télésurveillance en projet pour fin 2013 - 2014 Absence de compteur de distribution
Réservoir de Montaucher	486 m	120 m <sup>3</sup>	0 m <sup>3</sup>	Réservoir de Challeys par refoulement	Montaucher	Télésurveillance Absence de compteur de distribution
Réservoir de Malbourget	352 m	120 m <sup>3</sup>	50 m <sup>3</sup>	Station de pompage de Villard Noir	Malbourget et Javeydan via le surpresseur de Malbourget	Télésurveillance en projet pour fin 2013 - 2014 Absence de compteur de distribution

## ✓ 5 stations de pompage et 1 surpresseur :

- ◆ Pied des Planches 1 ;
- ◆ Pied des Planches 2 ;
- ◆ Villard Noir vers réservoir de Challeys ;
- ◆ Villard Noir vers réservoir de Malbourget ;

- ◆ Challeys ;
- ◆ Malbourget.

Tableau 2-3 : Caractéristiques des stations de pompage

Stations de pompage					
Nom	Altitude	Capacité de pompage	Alimentation	Secteurs desservis	Commentaires
Pied des Planches 1	257 m	60 m <sup>3</sup> /h	Forage Pied des Planches 1	Réservoir de Villard Noir	1 pompe
Pied des Planches 2	257 m	3 X 100 m <sup>3</sup> /h	Forage Pied des Planches 2	Réservoir de Beauregard	3 pompes
Villard Noir	290 m	2 X 10 m <sup>3</sup> /h	Forage Pied des Planches 1	Réservoir de Challeys	2 pompes
	290 m	2 X 7 m <sup>3</sup> /h		Réservoir de Malbourget	2 pompes
Challeys	404 m	2 X 4 m <sup>3</sup> /h	Forage Pied des Planches 1	Réservoir de Montacher	2 pompes situées dans le réservoir de Challeys
Malbourget	342 m	2 X 7 m <sup>3</sup> /h + 2 X 60 m <sup>3</sup> /h pour la DI	Forage Pied des Planches 1	Javeydan	Surpresseur

## 2.2.4 Le parc compteur individuel

Le parc des compteurs individuels de la commune de Pontcharra se compose au total de 2 646 compteurs. L'année de pose des compteurs est connue pour seulement 25 % de l'ensemble du parc compteur.

3,6% des compteurs individuels dont on connaît l'année de pose, soit 96 compteurs, ont plus de 15 ans, dont 3,3 % ont entre 15 et 25 ans, et 0,3 % plus de 25 ans.

L'âge de trois-quarts des compteurs individuels est inconnu. Il est donc impossible de conclure sur l'âge moyen de l'ensemble du parc compteur de la commune, et sur l'importance des défauts de comptage inhérents à un parc compteur vieillissant.

## 2.2.5 Les branchements en plomb

D'après le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable de l'exercice 2011, il restait 35 branchements en plomb à la fin de l'année 2011.

D'après la commune, 3 ou 4 branchements en plomb ont été changés en 2012. On peut donc estimer qu'il restait, fin 2012, environ 30 branchements en plomb.

## 2.2.6 Diagnostic de réseau

### 2.2.6.1 Qualité de l'eau

L'ensemble des ressources et l'eau distribuée sur la commune de Pontcharra ne font l'objet d'aucun traitement.

D'après les rapports d'analyses des eaux prélevées et distribuées entre 2010 et 2012, l'eau est de très bonne qualité. Pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques qui ont été suivis, aucun dépassement de la limite de qualité n'est observé.

L'eau est dure et peu fluorée, et la teneur en nitrates est faible.

### 2.2.6.2 Rendements de réseau et ILF

Le rendement primaire et le rendement net des réseaux ont été calculés à partir des données annuelles des volumes prélevés, distribués et facturés en 2012, et des volumes non comptabilisés et non facturés indiqués dans le RPQS (Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable) de l'exercice 2012.

Le tableau suivant présente les volumes annuels caractéristiques du réseau d'eau potable de Pontcharra, ainsi que les rendements et l'indice linéaire de fuites du réseau.

Tableau 2-4 : Indicateurs du réseau de Pontcharra

	2012
Linéaire de réseau de distribution	43,2 km
Nombre d'abonnés par linéaire	60 ab/km
Volume distribué	607 922 m <sup>3</sup>
Volume facturé	283 596 m <sup>3</sup>
Volume non comptabilisé ou non facturé	14 043 m <sup>3</sup>
Volume consommé	297 639 m <sup>3</sup>
Volume de fuites	310 283 m <sup>3</sup>
Rendement primaire	47%
Rendement net	49%
ILF	19,7 m <sup>3</sup> /j/km

L'indice linéaire de branchement est de 60 abonnés/km, caractérisant un réseau de type intermédiaire.

L'indice linéaire de fuites de 19,7 m<sup>3</sup>/j/km est qualifié de mauvais. Le rendement net des réseaux atteignant 49 % est en effet faible.

Une campagne de recherche de fuites a donc été réalisée pour diminuer le volume de fuites du réseau et améliorer cet indice linéaire de fuites.

### **2.2.6.3 Recherches de fuites nocturnes**

Trois campagnes de pré-localisation des fuites par sectorisation nocturne ont eu lieu en juin et en août 2013.

Ces recherches de fuites se sont concentrées essentiellement sur le secteur alimenté par le réservoir de Beauregard, et une mesure a été réalisée sur la distribution du réservoir de Challeys. Les autres secteurs, alimentés par les autres réservoirs de la commune, n'ont en effet pas pu faire l'objet de recherches de fuites car ces réservoirs ne disposent pas de compteur de mesure des débits distribués.

Un débit nocturne nul en sortie du réservoir de Challeys a mis en évidence l'absence de fuite sur l'unité de distribution du Challeys.

Sur le réseau de distribution de Beauregard, un débit de fuites nocturne total de 9,9 l/s a été constaté, représentant 855 m<sup>3</sup>/j de consommations liées à ces fuites. Ces volumes de fuites se répartissaient à 43 % sur le secteur de Villard Benoît, et à 57 % sur le secteur du centre ville et de la zone commerciale.

Sur le secteur de Villard Benoît, la majorité du volume de fuites a été observée sur un tronçon de 205 ml avenue de Savoie.

Sur le secteur du Centre, aucune fuite n'a été détectée dans la zone industrielle de Pré Brun. Le débit de fuites de 5,6 l/s était réparti sur 6 secteurs avec notamment des fuites importantes dans la zone de la rue Laurent Gayet et dans l'impasse privée de l'Abbé Calès.

Il est préconisé de réaliser une recherche de fuites par corrélation acoustique dans les secteurs présentant des fuites importantes sur des tronçons déterminés afin de localiser précisément ces fuites et pouvoir les réparer, ce qui améliorerait significativement le rendement de réseau de la commune.

### **2.2.6.4 Défense incendie**

La commune de Pontcharra compte 138 poteaux incendie, auxquels s'ajoute un puisard situé en domaine privé dans l'enceinte de la scierie.

Sur ces 138 poteaux, 26 poteaux, soit 19 % d'entre eux, sont déclarés non conformes à la réglementation, car ils présentent une pression dynamique inférieure à 1 bar à 60 m<sup>3</sup>/h, ou bien n'atteignent pas un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. Ces non-conformités peuvent également être liées à un accès au poteau impossible, ou encore à un dysfonctionnement du poteau empêchant toute mesure.

En effet, 5 poteaux n'avaient pas pu être testés par le SDIS en 2012 en raison de fuites importantes, de difficultés de manœuvre, ou d'accès impossible. Il est donc important de bien entretenir les poteaux régulièrement pour éviter tout désagrément.

La majeure partie de la commune de Pontcharra est assez bien couverte en défense incendie. Le plan de la couverture incendie de la commune est joint en **annexe 4** du présent rapport.

## 2.3 Bilans ressources-besoins

Un bilan ressources-besoins met en parallèle les ressources à l'étiage et les besoins de pointe.

Selon la méthodologie du Conseil Général, un bilan est considéré comme :

- ✓ excédentaire si les besoins sont inférieurs à 80 % de la ressource mobilisable ;
- ✓ équilibré si les besoins sont compris entre 80 % et 90 % de la ressource mobilisable : des solutions d'amélioration doivent être étudiées ;
- ✓ limité si les besoins sont supérieurs à 90 % de la ressource mobilisable : des solutions d'amélioration doivent être engagées ;
- ✓ déficitaire si les besoins sont supérieurs ou égaux à la ressource mobilisable.

Dans le cas de la commune de Pontcharra, le volume des ressources disponibles est conditionné par la capacité des pompes en place au niveau des forages du Pied des Planches 1 et 2 qui alimentent l'ensemble de la commune.

L'achat d'eau réalisé par la commune a également été pris en compte dans les bilans, et ajouté aux ressources propres de la commune. Pour cela, le volume considéré a été la moyenne de ceux échangés entre 2010 et 2012.

Le tableau ci-après présente les bilans ressources-besoins en situation actuelle et en situation future aux horizons 2020 et 2030.

Les hypothèses retenues pour établir ces bilans ressources-besoins sont détaillées dans le rapport de phase 2 de l'étude.

Les consommations non comptabilisées ou non facturées, ainsi que les fuites de distribution ont été mises à jour à partir des données du RPQS de 2012.

Tableau 2-5 : Bilans ressources-besoins en situation actuelle et future

Ressources		
Nom	Capacité de pompage / volume annuel	Volume journalier
Forage du Pied des Planches 1	60 m <sup>3</sup> /h	1 200 m <sup>3</sup> /j
Forage du Pied des Planches 2	190 m <sup>3</sup> /h	3 800 m <sup>3</sup> /j
Achat d'eau commune du Cheylas	1 448 m <sup>3</sup> /an	4 m <sup>3</sup> /j
<b>Total</b>		<b>5 004 m<sup>3</sup>/j</b>

Besoins		Volume journalier		
Type	Ratio	Actuel	Futur 2020	Futur 2030
<b>Domestiques</b>	150 l/j/hab	1 074 m <sup>3</sup> /j	1 275 m <sup>3</sup> /j	1 500 m <sup>3</sup> /j
<b>Agricoles</b>	80 l/j/UGB	0 m <sup>3</sup> /j	0 m <sup>3</sup> /j	0 m <sup>3</sup> /j
<b>Gros consommateurs</b>	rôle des eaux	104 m <sup>3</sup> /j	104 m <sup>3</sup> /j	104 m <sup>3</sup> /j
<b>Consommation non comptabilisée</b>	Volume sans comptage et besoins du service	38 m <sup>3</sup> /j	38 m <sup>3</sup> /j	38 m <sup>3</sup> /j
<b>Fuites de distribution</b>	Volume distribué - volume consommé	846 m <sup>3</sup> /j	846 m <sup>3</sup> /j	846 m <sup>3</sup> /j
<b>Total</b>		<b>2 063 m<sup>3</sup>/j</b>	<b>2 264 m<sup>3</sup>/j</b>	<b>2 489 m<sup>3</sup>/j</b>

Adéquation ressources-besoins	Actuel	Futur 2020	Futur 2030
<b>Excédent ou déficit</b>	<b>2 940 m<sup>3</sup>/j</b>	<b>2 740 m<sup>3</sup>/j</b>	<b>2 515 m<sup>3</sup>/j</b>
<b>Excédent ou déficit</b>	<b>34,0 l/s</b>	<b>31,7 l/s</b>	<b>29,1 l/s</b>
<b>Pourcentage de la ressource mobilisée</b>	<b>41%</b>	<b>45%</b>	<b>50%</b>

Les bilans ressources-besoins de la commune de Pontcharra sont largement excédentaires en situation actuelle et en situation future aux horizons 2020 et 2030.

En effet, moins de 50 % de la ressource disponible est mobilisée, même à l'horizon 2030.

Par ailleurs, dans le cadre de cette adéquation ressources-besoins, seules les ressources en eau potable actuellement utilisées par la commune ont été prises en compte, à savoir les forages du Pied des Planches 1 et 2.

Cependant, la commune de Pontcharra dispose également d'une ressource potentielle complémentaire avec le forage du Puits des Gorges, qui n'est pas utilisé actuellement mais constitue une alimentation de secours. Ce forage, équipé d'une pompe de 60 m<sup>3</sup>/h pouvant fonctionner 10 h par jour, représente donc une ressource supplémentaire mobilisable de 600 m<sup>3</sup>/j.

## 3

# Gestion du service

## 3.1 Gestion du service

La commune de Pontcharra assure en régie directe la gestion de son réseau d'alimentation en eau potable.

## 3.2 Prix du service de l'eau

Le prix de l'eau permet d'intégrer l'ensemble des paramètres d'un réseau : fonctionnement, évolution des consommations et des abonnés, évolution du réseau et nouveaux investissements (emprunts et intérêts associés), mais également l'existant exprimé en « patrimoine », et dont l'amortissement et le renouvellement régulier doivent être planifiés.

Le prix du service de l'eau est composé :

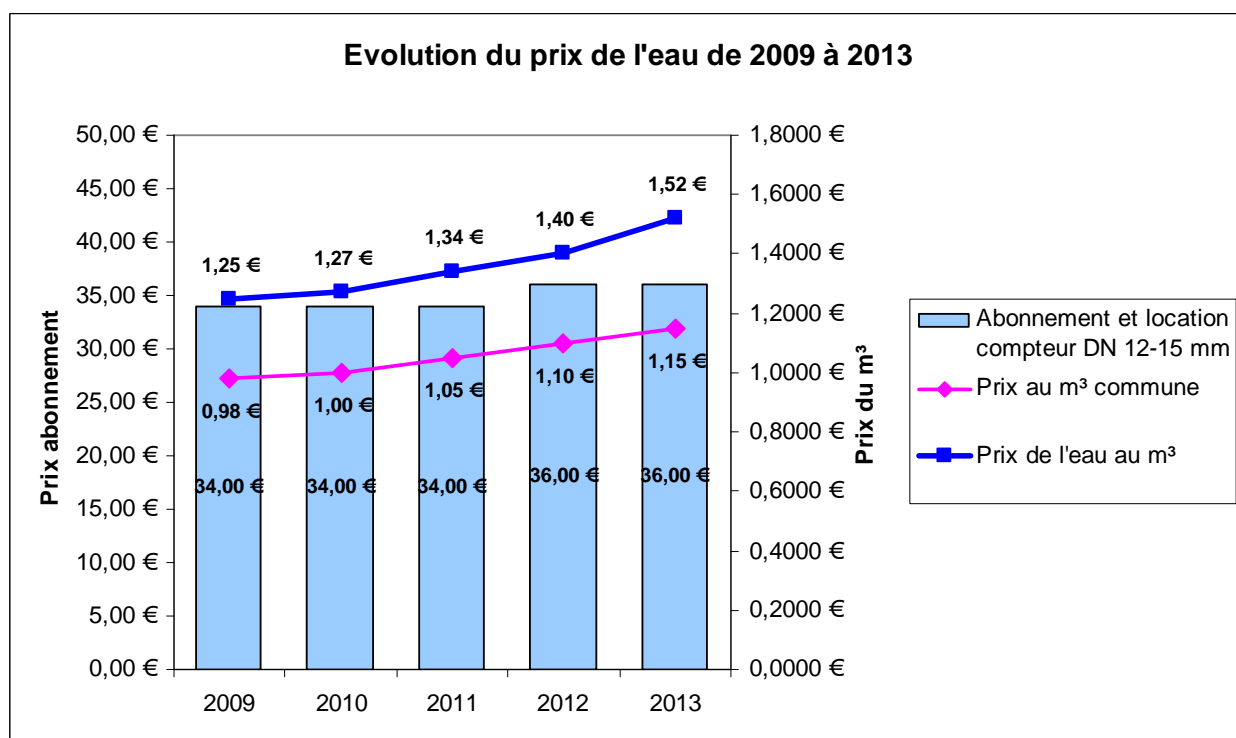
- ✓ d'une part fixe, comprenant l'abonnement et la location du compteur ;
- ✓ d'une part variable au m<sup>3</sup> s'appliquant sur les volumes réellement consommés, comprenant :
  - ◆ la part communale ;
  - ◆ les redevances de l'Agence de l'Eau pour la lutte contre la pollution et la préservation de la ressource en eau.

Le tableau et le graphique suivants présentent l'évolution des différentes composantes du prix de l'eau entre 2009 et 2013 :

Tableau 3-1 : Évolution du prix de l'eau de 2009 à 2013

		2009	2010	2011	2012	2013	Evolution moyenne annuelle en %	Evolution moyenne en %
Abonnement y compris location de compteur DN 12-15 mm	Commune	34,00 €	34,00 €	34,00 €	36,00 €	36,00 €	1,4%	5,9%
	<b>Total part fixe en €HT/an</b>	<b>34,00 €</b>	<b>34,00 €</b>	<b>34,00 €</b>	<b>36,00 €</b>	<b>36,00 €</b>	1,4%	5,9%
Décomposition du prix du m <sup>3</sup>	Commune	0,98 €	1,00 €	1,05 €	1,10 €	1,15 €	4,1%	17,3%
	Prélèvement ressource	0,08 €	0,08 €	0,08 €	0,08 €	0,15 €	17,0%	87,5%
	Lutte contre la pollution	0,19 €	0,19 €	0,21 €	0,22 €	0,22 €	3,7%	15,8%
<b>Total part proportionnelle en € HT/m<sup>3</sup></b>		<b>1,25 €</b>	<b>1,27 €</b>	<b>1,34 €</b>	<b>1,40 €</b>	<b>1,52 €</b>	5,0%	21,6%
<b>Prix des 120 m<sup>3</sup> HT</b>		<b>184,00 €</b>	<b>186,40 €</b>	<b>194,80 €</b>	<b>204,00 €</b>	<b>218,40 €</b>	4,4%	18,7%
<b>Prix HT du m<sup>3</sup> pour 120 m<sup>3</sup></b>		<b>1,53 €</b>	<b>1,55 €</b>	<b>1,62 €</b>	<b>1,70 €</b>	<b>1,82 €</b>	4,4%	18,7%

Figure 3-1 : Évolution du prix de l'eau de 2009 à 2013



La tarification de l'eau de la commune de Pontcharra est conforme à la réglementation (arrêté du 6 août 2007), avec une part fixe qui est bien inférieure à 30 % du coût du service pour une consommation de 120 m<sup>3</sup> ; le coût du service étant défini comme le prix hors taxes et hors redevances.

En effet, la part fixe du prix de l'eau de Pontcharra représente 20,7 % d'une facture type de 120 m<sup>3</sup>, hors taxes et hors redevances.

Le prix de vente de l'eau a évolué de 18,7 % en 5 ans, soit en moyenne une augmentation de 4,4 % par an. En 2013, le prix de l'eau sur la commune s'élevait à 1,52 €/m<sup>3</sup> (redevances incluses).

**Hors taxes et hors redevances, le prix de l'eau potable sur la commune de Pontcharra était de 1,45 €/m<sup>3</sup> en 2013, pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>.**

En 2007, le prix moyen de la fourniture d'eau potable sur le territoire de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'élevait à 1,34 €/m<sup>3</sup> (hors taxes et redevances), et à 1,55 €/m<sup>3</sup> (hors taxes et redevances) sur le territoire national en 2009.

Selon les données de l'INSEE, au 1<sup>er</sup> janvier 2013, le prix moyen de l'eau, hors taxes et hors redevances, est de 1,73 €/m<sup>3</sup> au niveau national.

## 4

# Évaluation du patrimoine

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable propose un phasage des travaux calé sur les principaux dysfonctionnements relevés par l'étude de diagnostic. Cependant, afin d'assurer un bon fonctionnement du réseau, il est nécessaire de prendre en compte le renouvellement de l'existant, c'est-à-dire du patrimoine.

## 4.1 Le patrimoine de la commune

En théorie, un prix de l'eau classique doit intégrer, en ce qui concerne le renouvellement du réseau :

- ✓ la part d'amortissement des canalisations sur 60 ans et des ouvrages spéciaux sur 30 ans.
- ✓ le remboursement des emprunts et des intérêts sur les investissements anciens et dont l'amortissement n'est pas terminé. La commune a des emprunts en cours.

Les objectifs du programme de renouvellement sont les suivants :

- ✓ diminuer l'âge du réseau en le ramenant en-dessous de la durée de vie théorique d'une canalisation (60 ans) ;
- ✓ améliorer et maintenir le rendement ;
- ✓ améliorer le suivi et l'entretien du réseau ;
- ✓ maîtriser et contenir l'évolution du prix de l'eau.

Le tableau suivant présente un estimatif du patrimoine ouvrages et canalisations du réseau d'alimentation en eau potable de Pontcharra. Le montant de ce patrimoine est estimé sur des ratios moyens observés aujourd'hui sur le même type d'ouvrage. Ils ne correspondent donc pas au coût réel lors de la construction de ces ouvrages.

Pour les canalisations, des coûts moyens au mètre linéaire en fonction des diamètres ont été utilisés. Le détail est présenté dans le rapport de phase 3.

Tableau 4-1 : Estimation du patrimoine ouvrages et canalisations

	Montant du patrimoine	Provision pour renouvellement
<b>Ouvrages</b>	5 099 000 €	115 633 €
<b>Canalisations</b>	17 565 714 €	292 762 €
<b>TOTAL</b>	<b>22 664 714 €</b>	<b>408 395 €</b>

Le montant total estimé du patrimoine est d'environ 22 665 000 €. L'amortissement à réaliser par la commune sur les coûts de travaux actuels devrait être de l'ordre de 408 000 €/an. Ce montant est calculé en divisant la valeur estimée du patrimoine par la durée de vie théorique du réseau (60 ans), des captages et des réservoirs (60 ans), et des ouvrages spéciaux (15 à 30 ans). Il doit donc être impacté directement sur le prix de l'eau pour un autofinancement du service de l'eau.

## 4.2 La dotation aux amortissements

La commune amortit une partie de son patrimoine.

En 2012, la dotation aux amortissements de la commune de Pontcharra était de 127 503 €

## 4.3 Les emprunts en cours

En 2012, la commune avait un emprunt affecté au budget de l'alimentation en eau potable. L'encours de dette au 31 décembre 2012 était de 526 841 €

# 5

## Programmation et financement des travaux retenus

Au cours de la phase 3 du SDAEP, différents scénarios ont été étudiés, notamment des travaux de protection de la ressource, renouvellement de réseau et d'équipements, de renforcement de réseau, et de mise en conformité de la défense incendie.

Le choix et la priorisation des travaux ont été déterminés en concertation avec les services de la commune.

### 5.1 Financement

#### 5.1.1 Budget général et budget de l'eau

La commune a l'obligation de présenter un budget propre et équilibré de l'eau et de l'assainissement en y incluant les amortissements.

Les investissements réalisés pour le compte de l'amélioration de l'adduction et de la distribution en eau potable devront être inscrits au budget de l'eau.

Les investissements réalisés pour le compte de l'amélioration de la défense incendie devront être inscrits au budget général.

Dans les deux cas, la commune peut prétendre à des aides de l'État.

#### 5.1.2 Le Conseil Général de l'Isère

Les critères d'attribution des subventions du Conseil Général de l'Isère sont fonction de l'indice linéaire de consommation (volume facturé rapporté au linéaire de réseau), et du prix de l'eau hors taxes et hors redevances :

- ✓ l'indice linéaire de consommation (ILC) doit être inférieur à 8 m<sup>3</sup>/j/km ;
- ✓ le prix de l'eau hors taxes et hors redevances doit être supérieur à 1,20 €/m<sup>3</sup>.

En ce qui concerne la commune de Pontcharra, le prix de l'eau hors taxes et hors redevances est de 1,45 €/m<sup>3</sup> en 2013 ; il répond donc bien aux critères de subventionnement du Conseil Général. En revanche, l'indice linéaire de consommation est supérieur à 15 m<sup>3</sup>/j/km en 2012.

Par conséquent, la commune de Pontcharra ne peut prétendre à aucune subvention de la part du Conseil Général pour le financement des travaux de renouvellement ou de renforcement du réseau d'eau potable.

Le Conseil Général de l'Isère subventionne néanmoins les études et diagnostics de réseaux, ainsi que les investissements liés au suivi des volumes distribués, tels que la mise en place de compteurs généraux de distribution au niveau des réservoirs. Ces derniers sont susceptibles d'être subventionnés à hauteur de 20 % par le Conseil Général.

En ce qui concerne les travaux liés à l'amélioration de la défense incendie, ils ne sont pas subventionnés par le Conseil Général. La commune peut solliciter des subventions à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

### 5.1.3 L'Agence de l'Eau

Les axes d'intervention de l'Agence de l'Eau sont :

- ✓ la préservation des ressources stratégiques ;
- ✓ la restauration des eaux brutes dans les bassins atteints par les pollutions diffuses ;
- ✓ la protection réglementaire des captages ;
- ✓ la mise en conformité de la qualité des eaux distribuées vis à vis des contraintes sanitaires ;
- ✓ actions correctives (traitement, interconnexion, nouvelle ressource) ;
- ✓ remplacement des branchements publics en plomb ;
- ✓ la contribution à la solidarité en faveur des collectivités rurales.

Les taux de subvention varient entre 30 et 80 % suivant la rubrique concernée.

Les investissements liés à la protection de la ressource en eau et au suivi des volumes distribués sont susceptibles d'être subventionnés à hauteur de 50 % par l'Agence de l'Eau.

Les critères d'éligibilité aux subventions de l'Agence de l'Eau sont les suivants :

- ✓ le montant de l'opération doit être supérieur à 3 000 €TTC ;
- ✓ le prix minimum du service d'eau potable, hors taxes et hors redevances, pour 120 m<sup>3</sup> doit être supérieur à 0,70 €/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2013 pour que les travaux pour l'alimentation en eau potable soient subventionnés. Ce prix minimum de

l'eau passera à 0,80 €/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et à 0,90 €/m<sup>3</sup> à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Par ailleurs, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les aides à l'investissement sur l'eau potable pourront être progressivement réservées aux seules intercommunalités.

### **5.1.4 L'État**

La commune peut solliciter des aides de l'État pour les travaux relatifs à l'incendie. Il s'agit des subventions de la « Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) ». Les taux sont variables en fonction des communes demandeuses.

## **5.2 Programme de travaux**

Dans le cadre de la phase 3 de l'étude, différents scénarios de travaux ont été proposés en fonction des problématiques identifiées lors de la phase 1 du diagnostic de la situation actuelle. Ce programme de travaux et la définition de leur échéance prévisionnelle de réalisation ont été définis en concertation avec la commune à l'issue des phases 1 et 2 de l'étude.

Ce programme de travaux est détaillé dans les paragraphes ci-dessous.

### **5.2.1 Protection de la ressource**

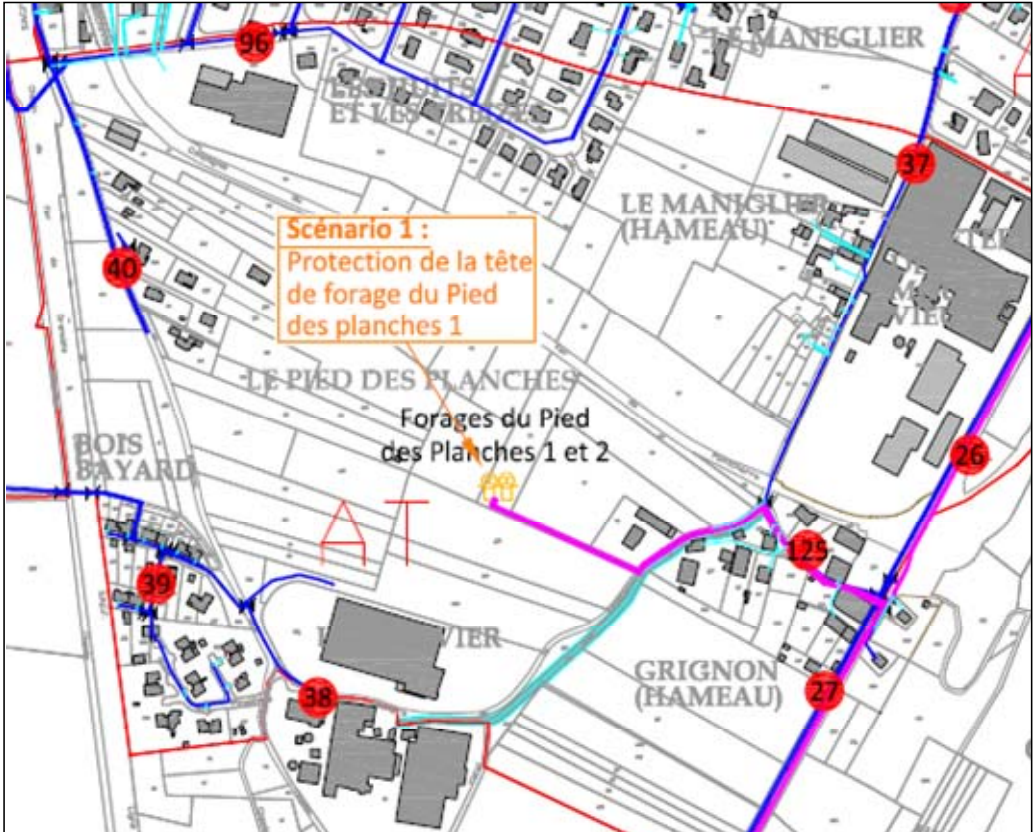
#### **✓ Scénario 1 : Protection de la tête de forage du Pied des Planches 1**

Conformément aux préconisations énoncées lors de la procédure de DUP, l'objectif de ce scénario de travaux est de mettre en place au-dessus de la tête de forage du Pied des Planches 1 un abri fermé, équipé anti-intrusion et ventilé, du même type que celui existant pour le forage du Pied des Planches 2.

Cet abri serait constitué d'une structure en béton, munie de ventilations en hauteur et surmontée d'une porte à deux battants en inox.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

Tableau 5-1 : Chiffrage et description du scénario 1

SCENARIO 1					
Protection de la tête de forage du Pied des Planches 1					
					
SCENARIO 1					
Protection de la tête de forage du Pied des Planches 1					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Ressource	Abri fermé équipé anti-intrusion au-dessus de la tête de forage du Pied des Planches 1 avec ventilations et portes en inox	forfait	1	8 000 €	8 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>8 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études prélabes, divers		forfait	20% des travaux		1 600,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>10 000 €</b>

## 5.2.2 Comptage

### ✓ Scénario 2 : Mise en place de compteurs généraux de distribution

Seuls les réservoirs de Beauregard et de Challeys sont équipés d'un compteur général de distribution.

Afin d'optimiser la gestion du réseau et détecter la survenue de fuites importantes, ce qui permettrait d'améliorer le rendement des réseaux, il est proposé de mettre en place des compteurs de distribution en sortie des réservoirs de Villard Noir, Malbourget, Montaucher et Perrière, pour comptabiliser les volumes distribués par chacun de ces réservoirs.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

Tableau 5-2 : Chiffrage et description du scénario 2

SCENARIO 2					
Mise en place de compteurs généraux de distribution					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Comptage	Mise en place de compteurs généraux de distribution aux réservoirs de Villard Noir, Malbourget, Montaucher et Perrière	unité	4	3 000 €	12 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>12 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préables, divers		forfait	20% des travaux		2 400,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>15 000 €</b>

### ✓ Scénario 3 : Renouvellement des compteurs individuels

L'objectif de ce scénario est de remplacer de façon prioritaire les compteurs les plus anciens, c'est-à-dire ceux qui ont plus de 25 ans, et de poursuivre le programme de renouvellement annuel des compteurs pour obtenir un comptage juste des consommations.

Concrètement, ce scénario de travaux prévoit le remplacement de 150 compteurs individuels chacune des deux prochaines années, et ensuite un programme de renouvellement annuel à raison de 100 compteurs par an.

Ces travaux sont donc planifiés à court, moyen et long terme.

**Tableau 5-3 : Chiffrage et description du scénario 3**

SCENARIO 3					
Renouvellement des compteurs individuels					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Comptage	Remplacement de 150 compteurs en 2014	unité	150	130 €	19 500 €
	Remplacement de 150 compteurs en 2015	unité	150	130 €	19 500 €
	Remplacement de 100 compteurs par an ensuite jusqu'en 2030	unité	100	130 €	13 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>234 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préables, divers		forfait	0% des travaux		-
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>234 000 €</b>

### 5.2.3 Branchements

#### ✓ Scénario 4 : Renouvellement des branchements en plomb

L'objectif de ce scénario de travaux est de renouveler d'ici 2020 la totalité des branchements en plomb de la commune. D'après la commune, il restait environ 30 branchements en plomb fin 2012.

Ces travaux sont planifiés à court et moyen terme.

**Tableau 5-4 : Chiffrage et description du scénario 4**

SCENARIO 4					
Renouvellement des branchements en plomb					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Branchements	Renouvellement des branchements en plomb	unité	30	2 500 €	75 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>75 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préables, divers		forfait	20% des travaux		15 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>90 000 €</b>

### 5.2.4 Renouvellement de réseau

En l'absence d'information concernant l'âge des conduites, les linéaires de réseau à renouveler ont été déterminés en concertation avec la commune en fonction de leur connaissance des secteurs présentant des fuites et des tronçons les plus anciens.

En l'occurrence, le renouvellement du réseau concerne prioritairement le remplacement des conduites en amiante-ciment (Eternit).

### ✓ Scénario 5 : Renouvellement du réseau de l'avenue de Savoie

Lors de la campagne de recherche de fuites par sectorisation nocturne, un important volume de fuites a été identifié sur le réseau d'eau potable de l'avenue de Savoie.

L'objectif de ce scénario de travaux est donc de remplacer 320 ml en FØ200.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

Tableau 5-5 : Chiffrage et description du scénario 5

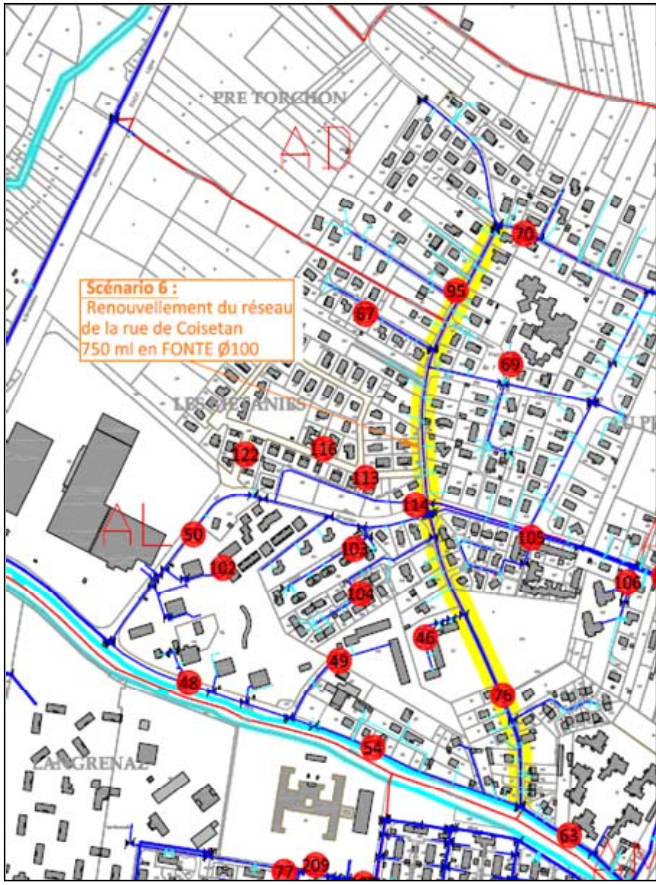
SCENARIO 5					
Renouvellement du réseau de l'avenue de Savoie					
SCENARIO 5					
Renouvellement du réseau de l'avenue de Savoie					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Canalisation	320 ml de canalisation en FØ200 - sous voirie départementale	ml	320	450 €	144 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>144 000 €</b>
Maitrise d'œuvre, études préables, divers		forfait	20% des travaux		28 800,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>173 000 €</b>

### ✓ Scénario 6 : Renouvellement du réseau de la rue du Coisetan

L'objectif de ce scénario de travaux est de remplacer la conduite existante en amiante-ciment de diamètre 100 mm, par une conduite en fonte de même diamètre sur 750 ml.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

Tableau 5-6 : Chiffrage et description du scénario 6


SCENARIO 6					
Renouvellement du réseau de la rue du Coisetan					
					
SCENARIO 6					
Renouvellement du réseau de la rue du Coisetan					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Canalisation	750 ml de canalisation en FØ100 - sous voirie communale	ml	750	340 €	255 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>255 000 €</b>
Maitrise d'œuvre, études préables, divers		forfait	20% des travaux		51 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>306 000 €</b>

### ✓ Scénario 7 : Renouvellement du réseau du secteur de la Perrière

L'objectif de ce scénario de travaux est de remplacer la conduite existante en amiante-ciment de diamètre 100 mm, par une conduite en fonte de même diamètre sur 320 ml.

Ces travaux sont planifiés à moyen terme.

Tableau 5-7 : Chiffrage et description du scénario 7

SCENARIO 7					
Renouvellement du réseau du secteur de la Perrière					
					
SCENARIO 7					
Renouvellement du réseau du secteur de la Perrière					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Canalisation	320 ml de canalisation en FØ100 - sous voirie départementale	ml	320	340 €	108 800 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>108 800 €</b>
Maitrise d'œuvre, études préalables, divers		forfait	20% des travaux		21 760,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>131 000 €</b>

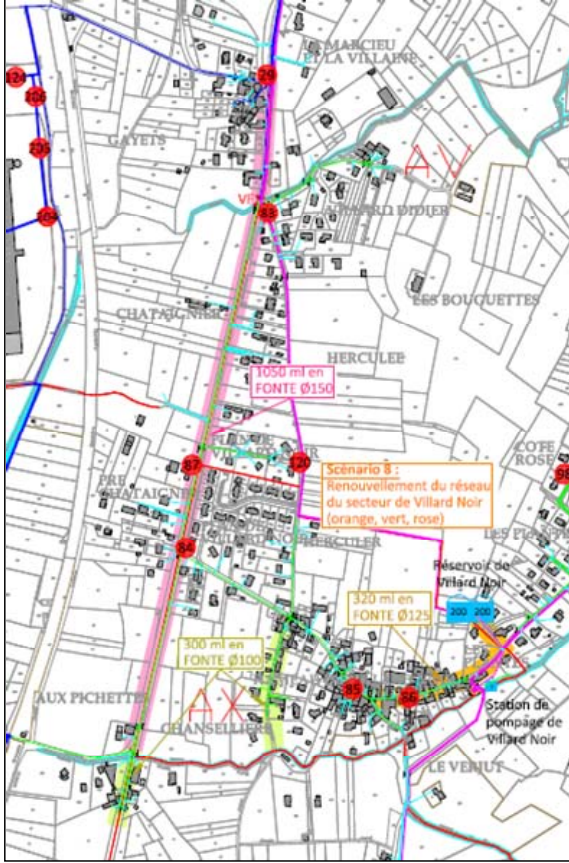
✓ **Scénario 8 : Renouvellement et renforcement du réseau du secteur de Villard Noir**

L'objectif de ce scénario de travaux est de remplacer les tronçons de conduites existantes en amiante-ciment par des conduites en fonte, sur un linéaire total de 1 670 ml, dont :

- ◆ 300 ml à renouveler en FØ100 ;
- ◆ 320 ml à renouveler en FØ125 ;
- ◆ 1 050 ml à renforcer en FØ150.

Ces travaux sont planifiés à moyen et long terme.

Tableau 5-8 : Chiffrage et description du scénario 8

SCENARIO 8					
Renouvellement et renforcement du réseau du secteur de Villard Noir					
					
SCENARIO 8					
Renouvellement et renforcement du réseau du secteur de Villard Noir					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Canalisation	200 ml de canalisation en FØ100 - sous voirie communale	ml	200	340 €	68 000 €
	100 ml de canalisation en FØ100 - sous voirie départementale	ml	100	380 €	38 000 €
	320 ml de canalisation en FØ125 - sous voirie départementale	ml	320	400 €	128 000 €
	1050 ml de canalisation en FØ150 - sous voirie départementale	ml	1 050	420 €	441 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>675 000 €</b>
Maitrise d'œuvre, études prélabes, divers		forfait	20% des travaux		135 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>810 000 €</b>

## 5.2.5 Renforcement du réseau

Compte tenu des projets de développement de la zone industrielle de Pré Brun et du secteur du « Super U » situé au Nord de la zone, un renforcement des canalisations existantes et un maillage des réseaux sont à prévoir.

### ✓ Scénario 9 : Renforcement du réseau secteur Super U

L'objectif de ce scénario de travaux est de mailler et de renforcer le réseau dans le secteur du « Super U » avec des conduites en FØ200 sur un linéaire total de 600 ml.

Ces travaux sont planifiés à moyen terme.

Tableau 5-9 : Chiffrage et description du scénario 9

SCENARIO 9					
Renforcement du réseau secteur Super U					
SCENARIO 9					
Renforcement du réseau secteur Super U					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Canalisation	600 ml de canalisation en FØ200 - sous voirie communale	ml	600	380 €	228 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>228 000 €</b>
Maitrise d'œuvre, études prélabes, divers		forfait	20% des travaux		45 600,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>274 000 €</b>

✓ **Scénario 9 bis : Renforcement du réseau lié à l'extension de la ZI Pré Brun**

L'objectif de ce scénario de travaux est de renforcer le réseau existant de la zone industrielle de Pré Brun de diamètre 125 et 150 mm par une conduite en FØ250, sur un linéaire de 1 480 ml, en vue de l'extension future de la ZI.

Ces travaux seraient à planifier à long terme.

Le financement de ces travaux pourrait être partagé entre la commune et la Communauté de Communes du Pays du Grésivaudan (CCPG), dans la mesure où la gestion de la ZI de Pré Brun a été transférée par la commune à la CCPG.

Ces investissements ne seraient donc pas à impacter dans leur totalité sur le budget eau potable de la commune de Pontcharra.

Tableau 5-10 : Chiffrage et description du scénario 9 bis

SCENARIO 9 bis					
Renforcement du réseau lié à l'extension de la ZI Pré Brun					
SCENARIO 9 bis					
Renforcement du réseau lié à l'extension de la ZI Pré Brun					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Canalisation	1 480 ml de canalisation en FØ250 - sous voirie départementale	ml	1 480	500 €	740 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>740 000 €</b>
Maitrise d'œuvre, études préalables, divers		forfait	20% des travaux		148 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>888 000 €</b>

## 5.2.6 Restructuration du réseau

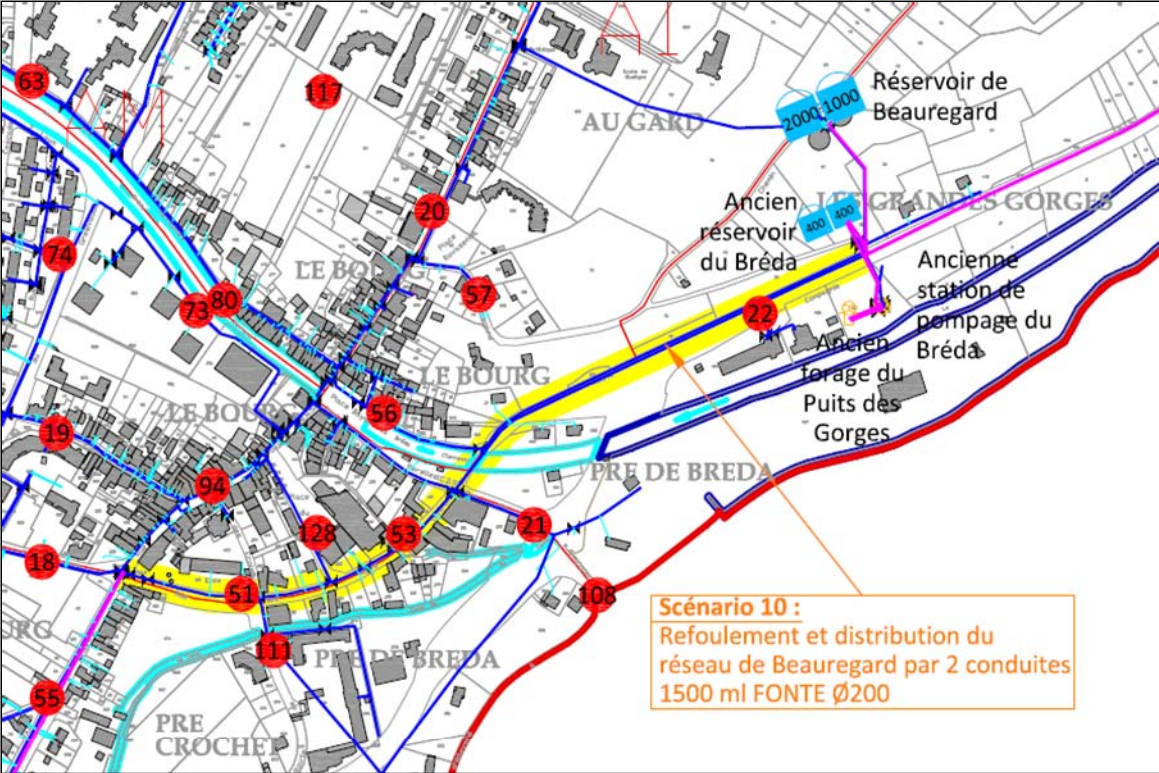
### ✓ Scénario 10 : Refoulement – distribution du réseau de Beauregard

Une conduite de refoulement – distribution permet à la fois de refouler l'eau du forage de Pied des Planches 2 pour alimenter le réservoir de Beauregard, et de distribuer l'eau à partir de ce même réservoir.

L'objectif de ce scénario de travaux est de remplacer la conduite de refoulement – distribution existante par deux conduites en FØ200, l'une pour le refoulement, et l'autre pour la distribution, sur un linéaire de 750 ml.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

Tableau 5-11 : Chiffrage et description du scénario 10

SCENARIO 10					
Refolement - distribution du réseau de Beauregard					
					
SCENARIO 10					
Refolement - distribution du réseau de Beauregard					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Distribution	750 ml de canalisation en FØ200 - sous voirie communale	ml	750	330 €	247 500 €
Refolement	750 ml de canalisation en FØ200 - sous voirie communale	ml	750	250 €	187 500 €
Traversée de cours d'eau	Passage en encorbellement au niveau du pont du Bréda	ml	30	1 000 €	30 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>465 000 €</b>
Maitrise d'œuvre, études prélabales, divers		forfait	20% des travaux		93 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>558 000 €</b>

## 5.2.7 Réhabilitation des réservoirs

### ✓ Scénario 11 : Entretien et sécurisation des réservoirs

Suite au diagnostic établi à l'issue de la visite des réservoirs réalisée lors de la phase 1 de l'étude, des travaux d'entretien et de réhabilitation des ouvrages ont été définis. L'objectif de ce scénario de travaux est de réaliser :

- ◆ la peinture des conduites des réservoirs de Villard Noir, Montaucher et Malbourget ;
- ◆ la mise en place de crinolines autour des échelles pour assurer la sécurité des intervenants et faciliter leur accès aux ouvrages ;
- ◆ la ventilation du réservoir de Villard Noir ;
- ◆ la reprise du génie civil du plafond de la chambre de vannes du réservoir de Malbourget qui est très dégradé, avec un ferrailage apparent.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

**Tableau 5-12 : Chiffrage et description du scénario 11**

SCENARIO 11					
Entretien et sécurisation des réservoirs					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Réservoir de Beauregard	2 crinolines	ml	10	120 €	1 200 €
Réservoir de Villard Noir	Peinture des conduites	forfait	1	200 €	200 €
	1 crinoline	ml	5	120 €	600 €
	Grilles d'aérations	unité	2	100 €	200 €
	Porte ventilée	unité	1	900 €	900 €
Réservoir de Challeys	1 crinoline	ml	3	120 €	360 €
Réservoir de Perrière	1 échelle	ml	3	150 €	450 €
	2 crinolines	ml	6	120 €	720 €
Réservoir de Montaucher	Peinture des conduites	forfait	1	200 €	200 €
	1 crinoline	ml	3	120 €	360 €
Réservoir de Malbourget	Peinture des conduites	forfait	1	200 €	200 €
	1 crinoline	ml	3	120 €	360 €
	Reprise du génie civil intérieur chambre de vannes	forfait	1	5 000 €	5 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>10 750 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préables, divers		forfait	20% des travaux		2 150,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>13 000 €</b>

## 5.2.8 Amélioration de la défense incendie

Suite au diagnostic de la défense incendie réalisé dans le cadre de la phase 1 de l'étude, plusieurs scénarios visant à améliorer la défense incendie en termes de couverture et de remplacement des poteaux défectueux, ont été proposés dans la phase 3 de l'étude.

La définition de ce programme de travaux, visant à mettre en conformité la défense incendie, s'était faite en concertation avec le SDIS et la commune.

### ✓ **Scénario 12 : Défense incendie du secteur Gare - Collège**

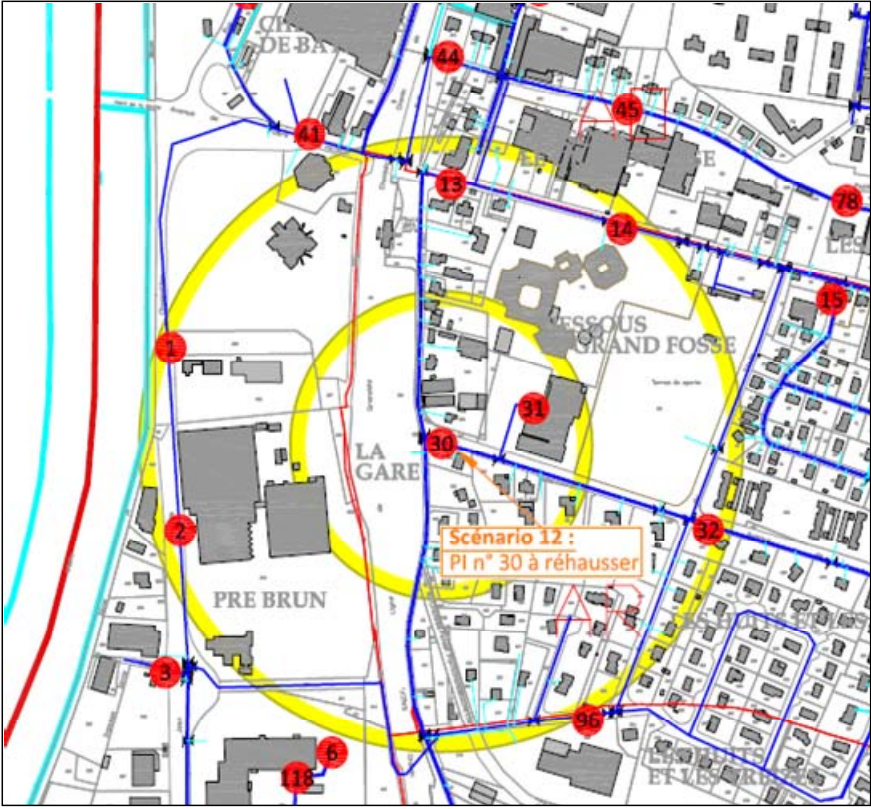
Plusieurs poteaux de ce secteur ne sont pas conformes car ils présentaient, en 2012 lors des essais du SDIS, un débit insuffisant ou des anomalies ne permettant pas leur test ni leur ouverture. Il s'agit des PI n°13, 30 et 31.

D'après la commune, des travaux étaient en cours dans ce secteur en 2012. Les poteaux incendie doivent donc faire l'objet de nouvelles mesures pour connaître leur débit sous 1 bar. Par ailleurs, le PI n°13 a été changé depuis 2012.

Ce scénario comprend donc uniquement le rehaussement du PI n°30 qui est trop remblayé, ce qui rend son accès impossible.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

Tableau 5-13 : Chiffrage et description du scénario 12

SCENARIO 12					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur Gare - Collège					
					
SCENARIO 12					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur Gare - Collège					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Incendie	Poteau incendie n°30 à réhausser	forfait	1	2 000 €	2 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>2 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préables, divers		forfait	20% des travaux		400,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>3 000 €</b>

✓ **Scénario 13 : Défense incendie du secteur Montaucher – le Marais**

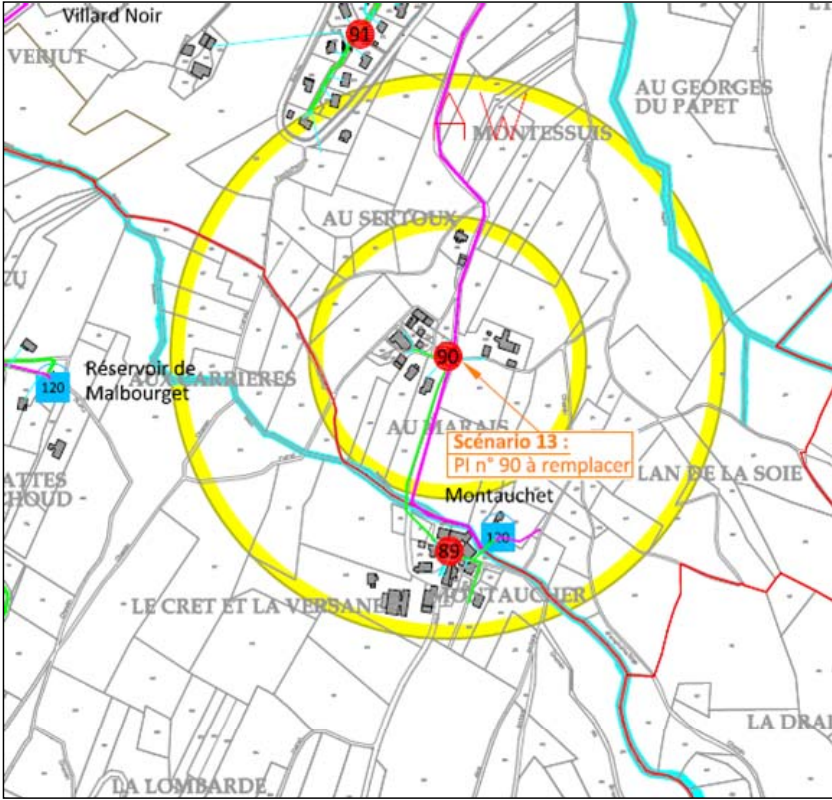
Les PI n°89 et 90 du secteur de Montaucher présentent des débits insuffisants et cette zone n'est couverte par aucun autre poteau incendie.

D'après la commune, des problèmes de cailloux obstruant la conduite seraient à l'origine du débit insuffisant mesuré au PI n°89. Un nettoyage de la conduite et un nouveau test de ce poteau sont à prévoir.

Ce scénario comprend donc uniquement le remplacement du PI n°90 qui est ancien.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

**Tableau 5-14 : Chiffrage et description du scénario 13**

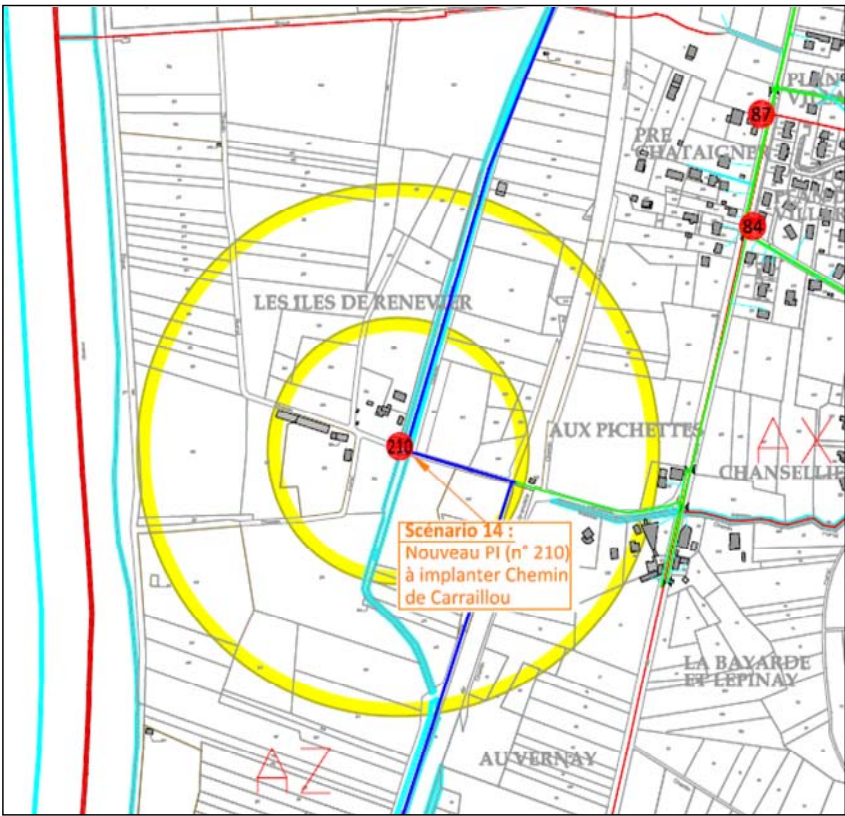
SCENARIO 13					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur Montauchet - le Marais					
					
SCENARIO 13					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur Montauchet - le Marais					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Incendie	Poteau incendie n°90 à remplacer	forfait	1	6 000 €	6 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>6 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études prélabes, divers		forfait	20% des travaux		1 200,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>7 000 €</b>

### ✓ Scénario 14 : Défense incendie du secteur chemin de Carrailou

L'objectif de ce scénario de travaux est d'implanter un nouveau poteau incendie en DN 100 mm dans le secteur du chemin de Carrailou, à l'ouest de la voie ferrée, qui n'est couvert par aucun poteau incendie.

Ces travaux sont planifiés à court terme.

Tableau 5-15 : Chiffrage et description du scénario 14

SCENARIO 14					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur chemin de Carrailou					
					
SCENARIO 14					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur chemin de Carrailou					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Incendie	1 nouveau poteau incendie DN 100	forfait	1	6 000 €	6 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>6 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préliminaires, divers		forfait	20% des travaux		1 200,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>7 000 €</b>


### ✓ Scénario 15 : Défense incendie du secteur de Berruer - Papillard

L'objectif de ce scénario de travaux est d'implanter une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> entre les deux hameaux situés au Sud de la commune, qui sont alimentés par la commune du Cheylas.

En effet, ces hameaux ne sont couverts par aucun poteau incendie et le petit diamètre de la canalisation d'eau potable les alimentant ne permet pas d'implanter des poteaux incendie.

Ces travaux sont planifiés à moyen terme.

Tableau 5-16 : Chiffrage et description du scénario 15


SCENARIO 15					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur de Berruer - Papillard					
					
SCENARIO 15					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur de Berruer - Papillard					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Incendie	1 cuve incendie de 120 m <sup>3</sup>	unité	1	45 000 €	45 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>45 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préliminaires, divers		forfait	20% des travaux		9 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>54 000 €</b>

### ✓ Scénario 16 : Défense incendie du secteur de Maupas

L'objectif de ce scénario de travaux est de mettre en place une réserve incendie de 60 m<sup>3</sup> dans le secteur de Maupas, au Sud de la commune, qui n'est couvert par aucun poteau incendie.

Ces travaux sont planifiés à moyen ou long terme.

Tableau 5-17 : Chiffrage et description du scénario 16

SCENARIO 16					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur de Maupas					
					
SCENARIO 16					
Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur de Maupas					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Incendie	1 cuve incendie de 60 m <sup>3</sup>	unité	1	30 000 €	30 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>30 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préliminaires, divers		forfait	20% des travaux		6 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>36 000 €</b>

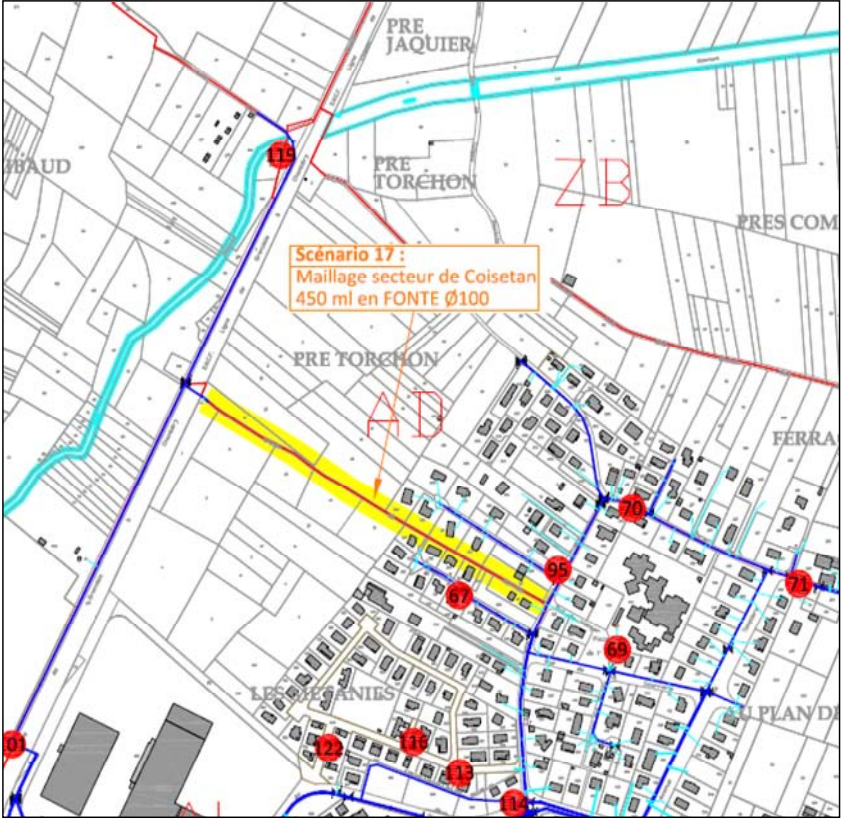
**✓ Scénario 17 : Défense incendie – maillage secteur de Coisetan**

Le PI n°119, implanté sur ce secteur au niveau du camp des gens du voyage, n'est pas conforme car il présente un débit insuffisant. Un renforcement du réseau à l'amont de ce poteau ou un maillage sont à envisager pour permettre une alimentation suffisante de ce poteau.

L'objectif de ce scénario de travaux est de créer un maillage en FØ100 de la canalisation alimentant le PI n°119 avec le réseau de la rue du Coisetan. Ce scénario répondrait également à un besoin de desserte en eau potable, en vue d'une urbanisation future du secteur.

Ces travaux sont planifiés à long terme.

Tableau 5-18 : Chiffrage et description du scénario 17

SCENARIO 17					
Mise en conformité de la défense incendie _ Maillage secteur de Coisetan					
					
SCENARIO 17					
Mise en conformité de la défense incendie _ Maillage secteur de Coisetan					
Coût d'investissement					
Poste	Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût Total
Incendie	Maillage du réseau pour mise en conformité du PI n°119 : 450 ml de canalisation en FØ100 - sous terrain naturel	ml	450	200 €	90 000 €
<b>TOTAL TRAVAUX</b>					<b>90 000 €</b>
Maîtrise d'œuvre, études préliminaires, divers		forfait	20% des travaux		18 000,00
<b>TOTAL INVESTISSEMENT ARRONDI</b>					<b>108 000 €</b>

## 5.3 Synthèse des travaux et planification dans le temps

L'ensemble des travaux envisagés sur le réseau d'eau potable de la commune de Pontcharra dans le cadre du Schéma directeur d'eau potable sont présentés sur le plan des travaux joint en **annexe 5** du présent rapport.

Les tableaux suivants récapitulent l'ensemble des scénarios de travaux envisagés, leur coût et leur échéance prévisionnelle de réalisation :

Tableau 5-19 : Synthèse des scénarios de Pontcharra

Thème	Scénario	Objet	Coût d'investissement	Échéance Prévisionnelle
Protection de la ressource	1	Protection de la tête de forage du Pied des Planches 1	10 000 €	Court terme
Comptage	2	Mise en place de compteurs généraux de distribution	15 000 €	Court terme
	3	Renouvellement des compteurs individuels	234 000 €	Court - moyen - long terme
Renouvellement	4	Renouvellement des branchements en plomb	90 000 €	Court - moyen terme
	5	Renouvellement du réseau de l'avenue de Savoie	173 000 €	Court terme
	6	Renouvellement du réseau de la rue du Coisetan	306 000 €	Court terme
	7	Renouvellement du réseau du secteur de la Perrière	131 000 €	Moyen terme
	8	Renouvellement et renforcement du réseau du secteur de Villard Noir	810 000 €	Moyen et long terme
Renforcement	9	Renforcement du réseau secteur Super U	274 000 €	Moyen terme
	9 bis	Renforcement du réseau lié à l'extension de la ZI Pré Brun	888 000 €	Long terme
Restructuration	10	Refoulement - distribution du réseau de Beaugard	558 000 €	Court terme
Réhabilitation	11	Entretien et sécurisation des réservoirs	13 000 €	Court terme
Défense incendie	12	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur Gare - Collège	3 000 €	Court terme
	13	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur Montacher - le Marais	7 000 €	Court terme
	14	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur chemin de Carraillou	7 000 €	Court terme
	15	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur de Berruer - Papillard	54 000 €	Moyen terme
	16	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur de Maupas	36 000 €	Moyen - long terme
	17	Mise en conformité de la défense incendie _ Maillage secteur de Coisetan	108 000 €	Long terme
<b>TOTAL</b>			<b>3 717 000 €</b>	

**Tableau 5-20 : Échéancier prévisionnel du programme de travaux de Pontcharra**

Scénario	Travaux	Echéancier de travaux		
		Court terme 2014 - 2017	Moyen terme 2018 - 2022	Long terme 2023 - 2030
1	Protection de la tête de forage du Pied des Planches 1	10 000 €		
2	Mise en place de compteurs généraux de distribution	15 000 €		
3	Renouvellement des compteurs individuels	65 000 €	65 000 €	104 000 €
4	Renouvellement des branchements en plomb	90 000 €		
5	Renouvellement du réseau de l'avenue de Savoie	173 000 €		
6	Renouvellement du réseau de la rue du Coisetan	306 000 €		
7	Renouvellement du réseau du secteur de la Perrière		131 000 €	
8	Renouvellement et renforcement du réseau du secteur de Villard Noir		400 000 €	410 000 €
9	Renforcement du réseau secteur Super U		274 000 €	
9 bis	Renforcement du réseau lié à l'extension de la ZI Pré Brun			888 000 €
10	Refoulement - distribution du réseau de Beauregard	558 000 €		
11	Entretien et sécurisation des réservoirs	13 000 €		
12	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur Gare - Collège	3 000 €		
13	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur Montaucher - le Marais	7 000 €		
14	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur chemin de Carraillou	7 000 €		
15	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur de Berruer - Papillard		54 000 €	
16	Mise en conformité de la défense incendie _ Secteur de Maupas		36 000 €	
17	Mise en conformité de la défense incendie _ Maillage secteur de Coisetan			108 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>1 202 000 €</b>	<b>987 000 €</b>	<b>1 528 000 €</b>

## 6

# Calcul de l'impact sur le prix de l'eau

## 6.1 Principe

Le financement des travaux doit être assuré par le prix de l'eau. La planification des travaux permet d'anticiper les investissements à réaliser et donc de modifier le prix de l'eau en conséquence.

Les facteurs à prendre en compte pour le calcul de l'impact sur le prix de l'eau sont notamment :

- ✓ le nombre d'abonnés ;
- ✓ le volume facturé (assiette de la redevance) ;
- ✓ la durée d'amortissement du patrimoine en fonction de la nature des investissements ;
- ✓ les éventuelles subventions ;
- ✓ la capacité annuelle moyenne de la commune pour le financement d'investissements sans recours à un emprunt.

## 6.2 Impact sur le prix de l'eau

Le calcul de l'impact sur le prix de l'eau a été réalisé à partir de l'ensemble des scénarios de travaux qui composent le programme de travaux exceptés :

- ✓ les scénarios qui concernent la défense incendie (scénarios 12 à 17), qui ne relèvent pas du budget eau, mais du budget général de la commune ;
- ✓ le scénario 9 bis de renforcement de la ZI de Pré Brun dont le financement pourrait être partagé avec la CCPG.

L'impact sur le prix de l'eau a donc été estimé sur un programme d'investissements d'un montant total de 2 614 000 €HT, hors subventions, réparti sur 15 ans.

Les hypothèses de calcul prises pour déterminer l'impact du programme de travaux sur le prix de l'eau sont les suivantes :

- ✓ nombre d'abonnés : 2 597 abonnés ;
- ✓ assiette de facturation : 300 000 m<sup>3</sup>/an ;
- ✓ prix de l'eau actuel, hors taxes et hors redevances : 1,45 €/m<sup>3</sup>;
- ✓ emprunt à 4 % sur 20 ans ;
- ✓ taux d'actualisation de 3 % par période, correspondant à la dépréciation monétaire ;
- ✓ subventions de l'Agence de l'Eau de 50 % du coût des investissements pour les scénarios 1 et 2 concernant la protection de la tête de forage du Pied des Planches 1 et la mise en place de compteurs généraux de distribution ;
- ✓ subventions du Conseil Général de 20 % du coût des investissements pour le scénario 2 concernant la mise en place de compteurs généraux de distribution ;
- ✓ capacité annuelle d'autofinancement de la commune de 240 000 €/an, déduite du programme d'investissements.

L'impact des investissements sur le prix de l'eau est découpé en deux périodes. Une première période correspondant aux 6 premières années à venir et une deuxième période sur le reste du programme défini sur 15 ans.

**Tableau 6-1 : Estimation de l'impact sur le prix de l'eau**

	Periode 1 (année 1 à 6)	Incidence à terme du programme
Annuité d'emprunt pour les investissements	22 932,27 €	22 932,39 €
Impact sur le prix de l'eau des investissements	0,076 €	0,076 €
<b>Prix de l'eau investissement + fonctionnement</b>	<b>1,526 €</b>	<b>1,526 €</b>
<b>Augmentation du prix de l'eau (%)</b>	<b>5%</b>	<b>5%</b>

L'impact sur le prix de l'eau des investissements est seulement de 0,076 €/m<sup>3</sup> à l'issue de la première période, ainsi qu'au terme du programme de travaux, soit une augmentation du prix de l'eau de 5 %.

En effet, les montants annuels d'investissements, obtenus suite à la répartition annuelle des investissements faite à partir de l'échéancier de travaux, ne dépassent la capacité d'autofinancement de la commune que les deux premières années. Ensuite ils sont inférieurs à la capacité annuelle d'autofinancement indiquée par la commune.

# 7

## Conclusion

La commune de Pontcharra assure la gestion de son réseau d'alimentation en eau potable en régie directe.

Le diagnostic du réseau réalisé dans le cadre de la phase 1 de l'étude a permis de définir les scénarios de travaux, et de mieux appréhender le contexte actuel et futur du système d'alimentation en eau potable de la commune.

Les priorités d'actions pour la commune de Pontcharra sont la protection de la ressource, le comptage des volumes distribués, le renouvellement des compteurs individuels, le renouvellement de réseaux présentant des fuites, et la restructuration du réseau d'adduction-distribution. Un programme de renouvellement et d'entretien des ouvrages, ainsi que le renouvellement des branchements en plomb, et le renforcement de canalisations font également partie des travaux à réaliser.

Les autres scénarios prévus à court, moyen et long terme concernent la mise en conformité de la défense incendie pour les secteurs présentant un défaut de la couverture incendie ou une défense incendie non réglementaire.

Les travaux pour l'incendie ne sont pas à impacter sur le prix de l'eau car ils relèvent du budget général de la commune.

La planification des travaux envisagés permet l'anticipation du montant des dépenses, et fixe ainsi le prix de l'eau nécessaire au financement des travaux.

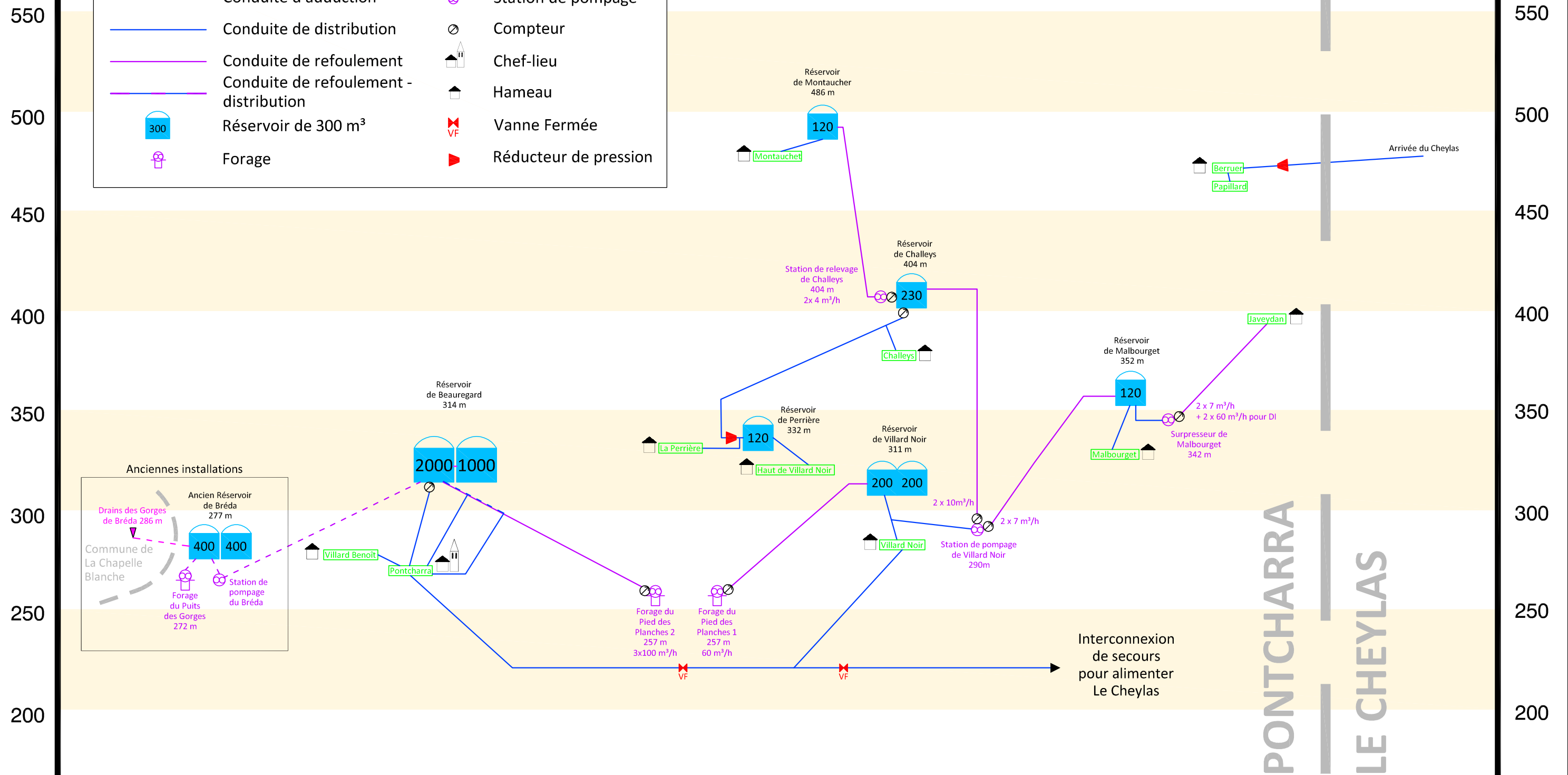
## ANNEXE 1

# SYNOPTIQUE ALTIMÉTRIQUE DU RÉSEAU

---

**LEGENDE**

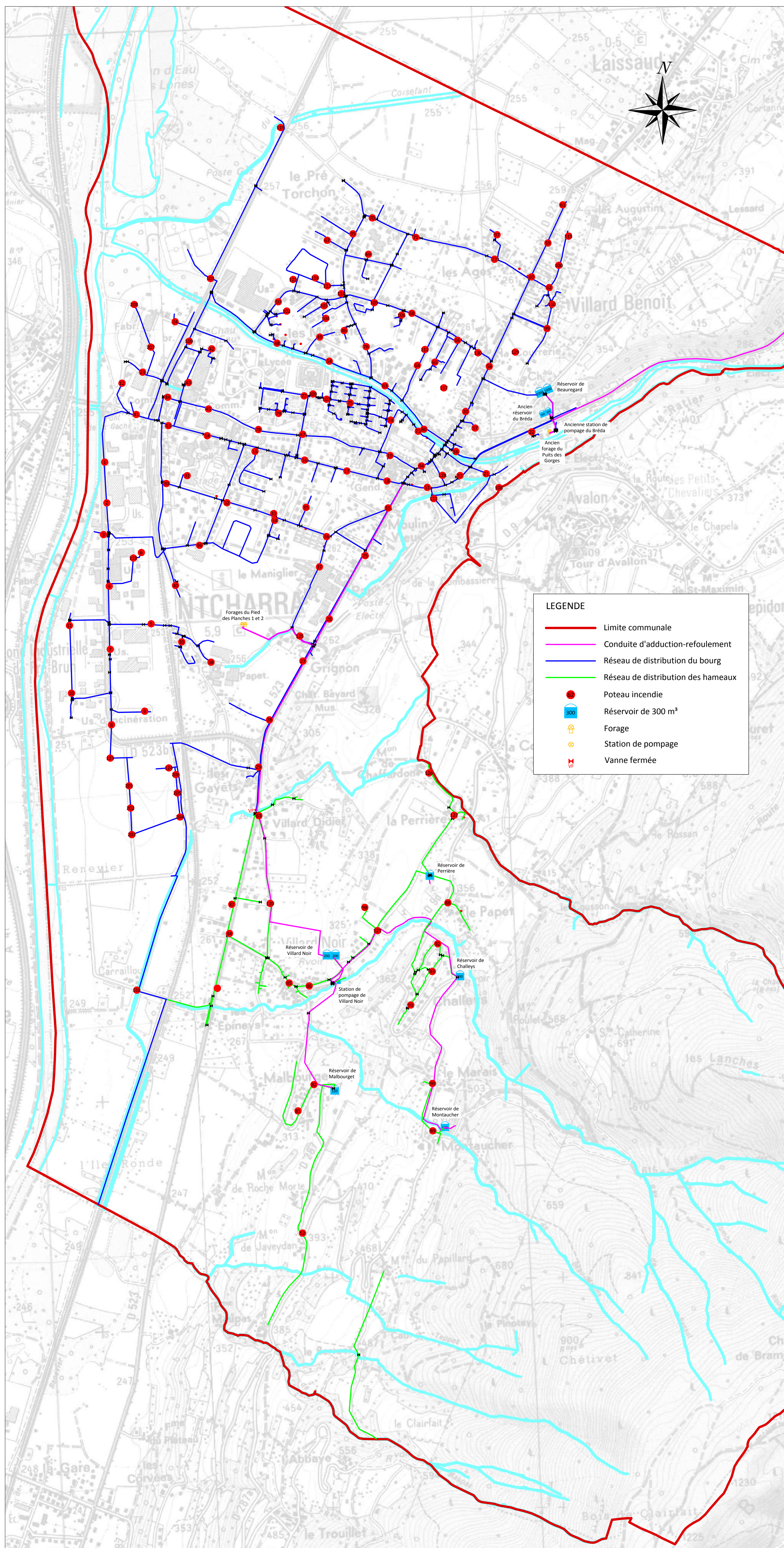
	Conduite d'adduction		Station de pompage
	Conduite de distribution		Compteur
	Conduite de refoulement		Chef-lieu
	Conduite de refoulement - distribution		Hameau
	Réservoir de 300 m <sup>3</sup>		Vanne Fermée
	Forage		Réducteur de pression



## ANNEXE 2

# **SYNOPTIQUE IGN DES RÉSEAUX**

---



## ANNEXE 3

# PLAN DES RÉSEAUX

---



## ANNEXE 4

# **COUVERTURE INCENDIE**

---

**SCHEMA DIRECTEUR  
D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

**COUVERTURE INCENDIE**

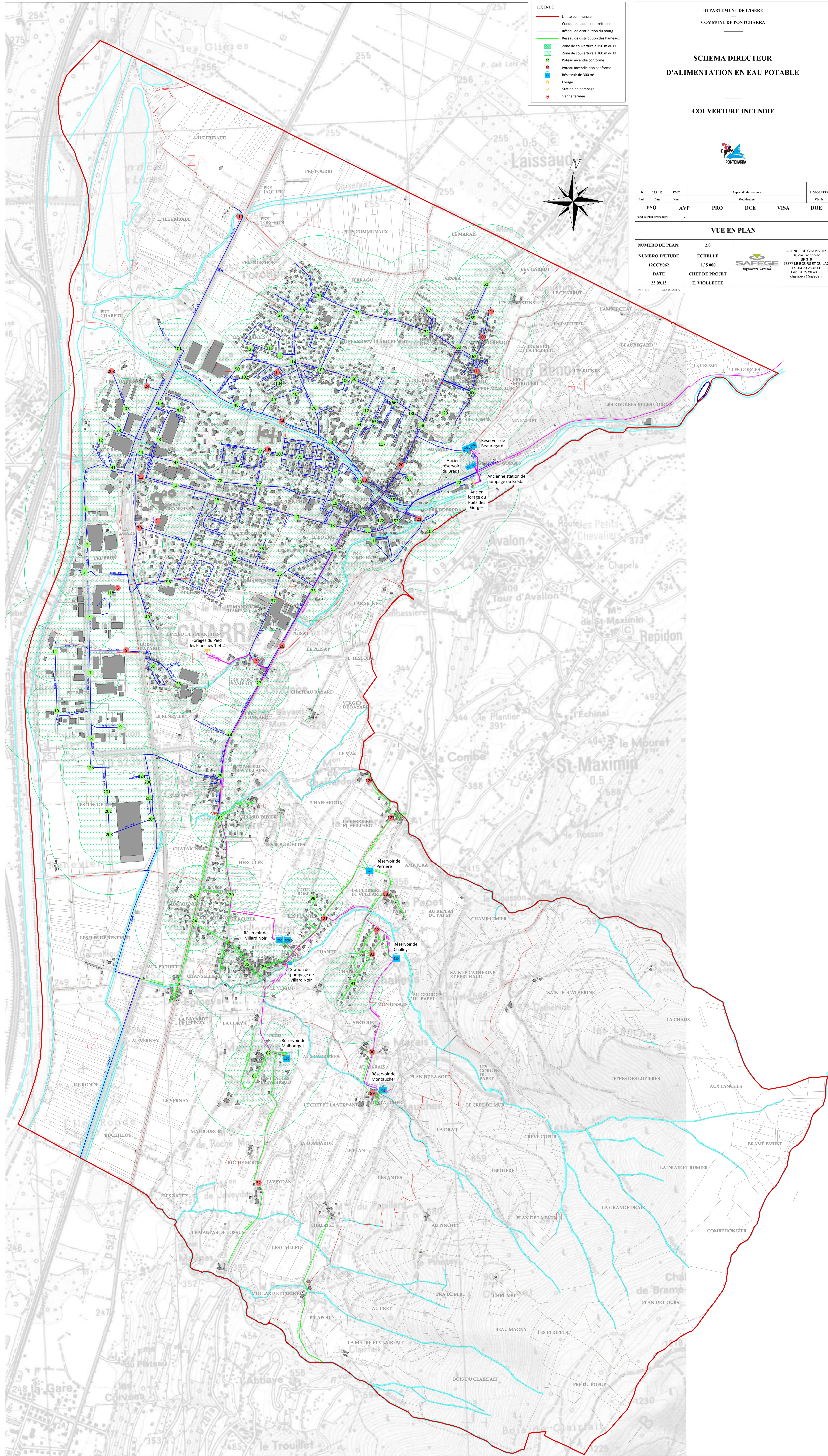


D	25/11/13	EMC	Appoint d'informations			E. VIOLETTE
Inf.	Date	Num	Modification			Volet
ESQ	AVP	PRO	DCE	VISA	DOE	

Fond de Plan dressé par :  
**VUE EN PLAN**

<b>NUMERO DE PLAN:</b>	2.0	<p>AGENCE DE CHAMBERY Service Technolgie BP 318 73377 LE BOURGET DU LAC Tél. 04 79 26 48 00 Fax. 04 79 26 46 08 chambery@safege.fr</p>
<b>NUMERO D'ETUDE</b>	ECHELLE	
<b>12CCY062</b>	1 / 5 000	
<b>DATE</b>	CHEF DE PROJET	
<b>23.09.13</b>	E. VIOLETTE	

- LEGENDE**
- Limite communale
  - Conduite d'adduction-refoulement
  - Réseau de distribution du bourg
  - Réseau de distribution des hameaux
  - Zone de couverture à 150 m du PI
  - Zone de couverture à 300 m du PI
  - Poteau incendie conforme
  - Poteau incendie non conforme
  - Réservoir de 300 m<sup>3</sup>
  - Forage
  - Station de pompage
  - Vanne fermée



## ANNEXE 5

# **PLAN DES TRAVAUX**

---

**LEGENDE**

- Limite communale
- Conduite d'adduction-refoulement
- Réseau de distribution du bourg
- Réseau de distribution des hameaux
- Réseau de distribution - branchements
- Poteau incendie
- Réservoir de 300 m³
- Forage
- Station de pompage
- Vanne fermée

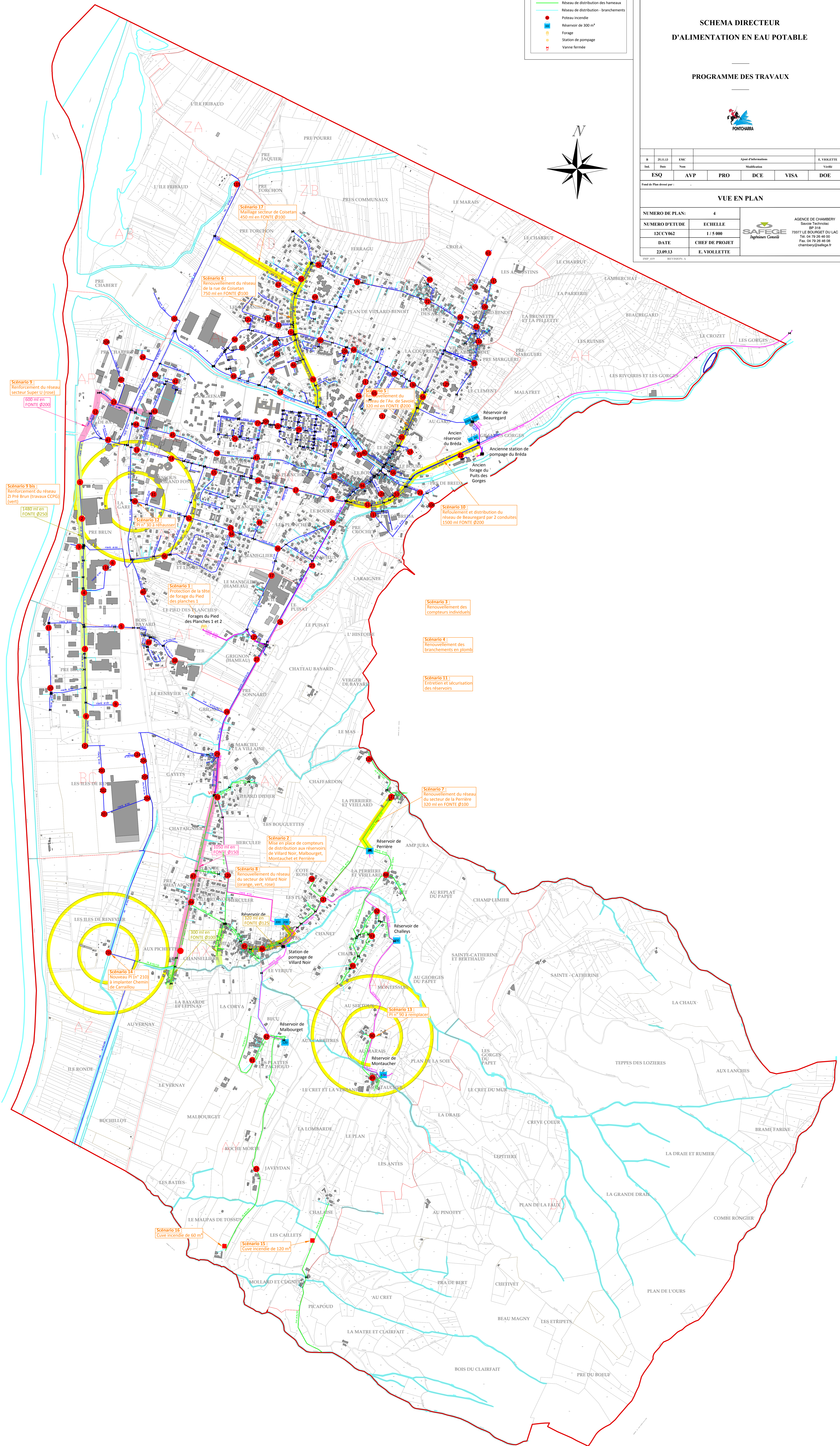
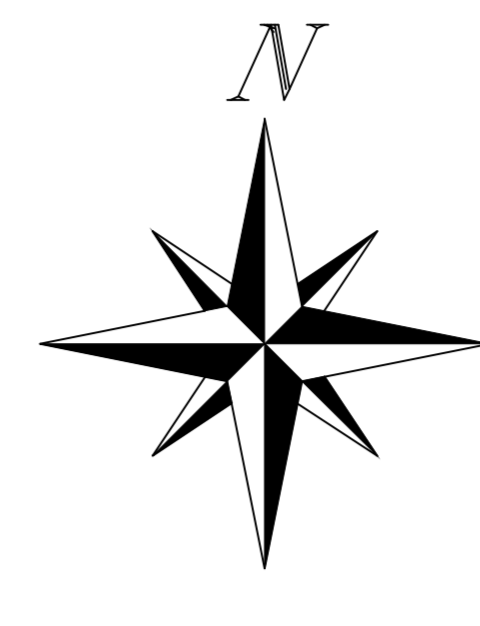
DEPARTEMENT DE L'ISERE  
COMMUNE DE PONTCHARRA

**SCHEMA DIRECTEUR  
D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

PROGRAMME DES TRAVAUX



R	25.11.13	EMC	Ajout d'informations	E. VIOLETTE
Int.	Date	Nom	Modification	Vérifié
ESQ	AVP	PRO	DCE	VISA
Fond de Plan dressé par :				
<b>VUE EN PLAN</b>				
NUMERO DE PLAN: 4		 AGENCE DE CHAMBERY Savoie Technolac BP 318 73377 LE BOURGET DU LAC Tél. 04 79 26 46 00 Fax. 04 79 26 46 08 chambery@safege.fr		
NUMERO D'ETUDE: 12CCY062	ECHELLE: 1 / 5 000			
DATE: 23.09.13	CHEF DE PROJET: E. VIOLETTE			
IMP. 419	REVISIONS: 4			



## ANNEXE 6

# RÈGLEMENT DE SERVICE

---

**COMMUNE DE PONTCHARRA**

**REGLEMENT DU SERVICE  
DE  
DISTRIBUTION D'EAU**

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES .....	1
Article 1 : Objet du règlement .....	1
Article 2 : Obligations du service .....	1
Article 3 : Modalités de fourniture de l'eau .....	1
Article 4 : Définition du branchement .....	1
Article 5 : Conditions d'établissement du branchement.....	1
CHAPITRE II – ABONNEMENTS .....	2
Article 6 : Demande de contrat d'abonnement.....	2
Article 7 : Règles générales concernant les abonnements ordinaires.....	2
Article 8 : Cessation, renouvellement, mutation et transfert des abonnements ordinaires.....	2
Article 9 : Abonnements ordinaires .....	3
Article 10 : Abonnements spéciaux .....	3
Article 11 : Abonnements temporaires .....	3
Article 12 : Abonnement particulier pour lutte contre l'incendie.....	3
CHAPITRE III - BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES.....	3
Article 13 : Mise en service des branchements et compteurs .....	3
Article 14 : Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales.....	4
Article 15 : Installations intérieures de l'abonné - cas particuliers.....	4
Article 16 : Installations intérieures de l'abonné - interdictions.....	4
Article 17 : Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements .....	5
Article 18 : Compteurs : relevés, fonctionnement, entretien .....	5
Article 19 : Compteurs, vérification .....	5
CHAPITRE IV – PAIEMENTS .....	5
Article 20 : Paiement du branchement et du compteur.....	5
Article 21 : Paiement des fournitures d'eau .....	6
Article 22 : Frais de fermeture et de réouverture du branchement (forfaitaire) .....	6
Article 23 : Paiements des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires.....	6
Article 24 : Remboursement d'extensions et autres frais en cas de cessation d'abonnement .....	6
Article 25 : Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers .....	6
CHAPITRE V - INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION .....	6
Article 26 : Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux .....	6
Article 27 : Restrictions à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution .....	6

Article 28 : Cas du service de lutte contre l'incendie .....	7
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION .....	7
Article 29 : Pénalités.....	7
Article 30 : Date d'application .....	7
Article 31 : Modification du règlement .....	7
Article 32 : Clause d'exécution .....	7

## CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

### Préambule - Définition des termes utilisés dans le présent règlement du service de l'eau.

**ABONNÉ** : On appelle abonné, une personne physique ou morale qui a souscrit un ou plusieurs abonnements.

**PROPRIÉTAIRE** de branchement : On appelle propriétaire, la ou les personne(s) effectifs(s) du terrain sur lequel est implanté la partie privative du branchement.

**SERVICE DES EAUX** : il désigne la commune de Pontcharra en charge du service de l'eau.

#### Article 1 : Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable du réseau de distribution.

#### Article 2 : Obligations du service

Le service des eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du service des eaux, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le service des eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 26 à 28 du présent règlement.

Il est tenu d'informer la collectivité et l'antenne départementale de l'Agence Régionale de Santé de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bains, arrosage,...).

Tout justificatif de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité est mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, soit par le représentant légal de la collectivité, responsable de l'organisation du service de distribution d'eau, soit par le préfet du département intéressé, dans les conditions prévues par l'article 13-III de la loi n° 92- 3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

#### Article 3 : Modalités de fourniture de l'eau

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau potable, et dans la mesure où cette alimentation est techniquement et financièrement possible, doit souscrire auprès du service des eaux une demande d'abonnement. Cette demande, à laquelle est annexé le règlement du service, est

remplie en double exemplaire et signée par les deux parties. Un exemplaire est remis à l'abonné.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

#### Article 4 : Définition du branchement

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique ;
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé, ou dans regard ;
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé ;
- le regard ou la niche abritant le compteur, le cas échéant ;
- le robinet avant compteur ;
- un réducteur de pression, le cas échéant ;
- le compteur volumétrique ;
- le robinet de purge et le robinet après compteur.

#### Article 5 : Conditions d'établissement du branchement

##### 5.1 : Premier établissement

Le même immeuble n'a droit qu'à un seul branchement. Toutefois, si l'immeuble comporte plusieurs logements, il peut être établi plusieurs branchements distincts.

Pour les immeubles collectifs ne disposant que d'un branchement, il doit être accordé autant d'abonnements qu'il y a de logements. Le branchement s'arrête au compteur général ou, à défaut, à la vanne générale d'arrêt et chacun des abonnés doit alors disposer d'un compteur individuel à l'amont de l'arrivée d'eau dans son logement. La consommation des parties communes est réputée égale à la différence entre l'indication du compteur général et la somme des indications des compteurs particuliers. Les compteurs particuliers devront pouvoir être relevés sans pénétrer chez l'abonné. Ils seront placés soit dans les parties communes, soit en gaines techniques accessibles depuis les paliers. L'installation devra recevoir l'agrément du service des eaux.

De même, les immeubles indépendants, mêmes contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation, agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le service des eaux fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé, la nature du matériau de canalisation et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur.

Si pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le service des eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le service des eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions

d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais par le service des eaux. Ce dernier peut toutefois faire appel à une entreprise agréée par lui et par la collectivité.

Toutefois, l'aménagement de la niche ou la construction du regard nécessaire à la protection du compteur, de même que les travaux de terrassement peuvent être réalisés par l'abonné, sous réserve qu'il se conforme aux directives du service des eaux et prenne notamment toutes les dispositions nécessaires contre le risque de gel.

Le service des eaux ou l'entreprise agréée par lui et par la collectivité présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

Le devis précise les délais d'exécution de ces travaux.

## 5.2 : Entretien et renouvellement

Les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le service des eaux ou, sous sa direction technique, par une entreprise agréée par lui et par la collectivité.

Pour sa partie située en domaine public, le branchement est la propriété de la collectivité et fait partie intégrante du réseau. Le service des eaux prend donc à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie publique du branchement.

Pour sa partie située en propriété privée, le branchement appartient au propriétaire de l'immeuble. Sa charge et sa surveillance sont à la charge de l'abonné avec toutes les conséquences que cette notion comporte en matière de responsabilité. L'abonné supporte les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement, s'il apparaît que ceux-ci résultent d'une faute ou d'une négligence de sa part ; il doit signaler au service des eaux toute anomalie qu'il aurait pu constater.

Le parcours du branchement à l'intérieur de la propriété doit être libre de toute construction ou plantation d'arbres, afin que le service des eaux puisse effectuer toutes interventions sur le branchement sans difficulté. A défaut, la canalisation de branchement particulier sera largement gainée de manière à pouvoir être remplacée sans difficulté à partir de points accessibles.

Pour réparer ou renouveler cette partie privée du branchement, l'abonné, à qui est facturé le coût des interventions, peut faire appel au service des eaux ou à l'une des entreprises agréées par ce dernier et par la collectivité.

## CHAPITRE II – ABONNEMENTS

### Article 6 : Demande de contrat d'abonnement

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles, ainsi qu'aux locataires ou occupants de bonne foi.

Pour les abonnés domestiques, les demandes de caution ou de versement d'un dépôt de garantie sont interdites.

Le service des eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de huit jours suivant la signature de la demande d'abonnement s'il s'agit d'un

branchement existant.

S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande, sous réserve que le raccordement au réseau soit techniquement et financièrement possible et que l'immeuble concerné soit établi dans le respect du règlement d'urbanisme appliqué à la commune.

Le service des eaux peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le service des eaux peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et avec la réglementation sanitaire.

### Article 7 : Règles générales concernant les abonnements ordinaires

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période d'un an.

Ils se renouvellent par tacite reconduction par périodes d'un an.

La souscription d'un contrat d'abonnement en cours d'année entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé à compter de la date de souscription, et la redevance d'abonnement due est proportionnelle à la durée de la jouissance.

Il en est de même pour la résiliation d'un contrat d'abonnement en cours d'année.

Lors de la souscription de son abonnement, un exemplaire du tarif en vigueur est remis à l'abonné.

Les modifications de tarif sont portées à la connaissance des abonnés par voie d'affichage.

Tout abonné peut, en outre, consulter les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat, s'il y a lieu, à la mairie ou au siège de la collectivité responsable du service.

### Article 8 : Cessation, renouvellement, mutation et transfert des abonnements ordinaires

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en avertissant le service des eaux par lettre recommandée, 10 jours au moins avant la fin de la période en cours. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture sont à la charge de l'abonné dans les conditions prévues à l'article 22.

En cas de changement d'abonné, pour quelque cause que ce soit, le nouvel abonné est substitué à l'ancien, sans frais autre que ceux, le cas échéant, de réouverture du branchement.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayant droit restent responsables vis à vis du service des eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu pour responsable des sommes dues par le précédent abonné.

### **Article 9 : Abonnements ordinaires**

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés par la collectivité compétente. Ces tarifs comprennent, outre la location ou la participation à l'entretien et au renouvellement du compteur :

- une redevance annuelle d'abonnement, qui couvre notamment les frais d'entretien du branchement et les frais de fonctionnement du service ;
- une redevance au mètre cube correspondant au volume d'eau réellement consommé.

### **Article 10 : Abonnements spéciaux**

Le service des eaux peut consentir à certains abonnés, dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent. Dans ce cas, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du service (notamment en matière de débit, d'horaire d'utilisation, de consommation ou de durée d'abonnement).

Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

1. Les abonnements dits "abonnements communaux", correspondants aux consommations des ouvrages et appareils publics (bornes fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, urinoirs publics, bouches de lavage, d'arrosage et d'incendie, éventuellement réservoirs de chasse des égouts). Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres, font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.

2. Dans la mesure où les installations permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux dits "de grande consommation" peuvent être accordés, notamment à des industries, pour fourniture de quantités d'eau importantes hors du cas général prévu à l'article ci-dessus.

3. Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins ressortissants à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle. Le service des eaux se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus, ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir.

4. Des abonnements dits "abonnements d'attente" peuvent être demandés par des abonnés qui n'ont pas un besoin immédiat de fourniture d'eau, mais veulent faire exécuter la partie principale du branchement. Ces abonnements qui ne comportent pas de fourniture d'eau font l'objet de conventions spéciales, y compris la tarification. Ils sont obligatoirement transformés en l'un des autres types d'abonnement dans un délai de trois ans au maximum. Les frais de location de compteur et la redevance fixe au titre de l'abonnement sont dus.

### **Article 11 : Abonnements temporaires**

Des abonnements temporaires peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le service des eaux peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnements temporaires au versement d'un dépôt de garantie à fixer pour chaque cas particulier.

Au cas où en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne serait pas justifié, un particulier peut, après demande au service des eaux, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée par le service des eaux.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

### **Article 12 : Abonnement particulier pour lutte contre l'incendie**

Le service des eaux peut consentir, s'il juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que les demandeurs souscrivent ou aient déjà souscrit un abonnement ordinaire ou de grande consommation.

La résiliation de l'abonnement est faite d'office, en cas de cessation ou de non-paiement de l'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Les abonnements pour lutte contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières.

Ces conventions définissent les modalités de fourniture d'eau et les responsabilités respectives des parties.

Elles précisent notamment les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état de marche des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

L'abonné renonce à rechercher le service des eaux en responsabilité pour quelques causes que ce soit, en cas de fonctionnement de ses propres installations et notamment de ses prises d'incendie.

## **CHAPITRE III - BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES**

### **Article 13 : Mise en service des branchements et compteurs**

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au service des eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution, conformément à l'article 20 ci-après.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le service des eaux.

Le compteur doit être placé aussi près que possible du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du service des eaux.

Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le service des eaux, le compteur doit être posé dans une niche ou un regard.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur

doit rester accessible, afin que le service des eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le service des eaux compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesures.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties peut proposer à l'autre la signature d'un avenant à la demande d'abonnement portant remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

L'abonné doit signaler sans retard au service des eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

#### **Article 14 : Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales**

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le service des eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la collectivité ou aux tiers, tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins. Il appartient également à celui-ci, en fonction des caractéristiques du branchement, d'assurer, le cas échéant, la pose et l'entretien d'un réducteur de pression au départ des installations intérieures.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier, les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. A défaut, le service des eaux peut imposer l'installation d'un dispositif anti-bélier.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental et au Code de la Santé Publique, le service des eaux, l'Agence Régionale de Santé, ou tout organisme mandaté par la collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

En cas d'urgence ou de risques pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office et, si nécessaire, procéder à la fermeture du branchement.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de canalisations, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au service des eaux, avant leur départ, la fermeture à leurs frais du robinet sous bouche à clé (dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 22).

#### **Article 15 : Installations intérieures de l'abonné - cas particuliers**

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avvertir le service des eaux. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

Pour des raisons de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

Dans les immeubles existants ne comportant pas de canalisation de terre et s'il n'est pas possible d'installer une telle canalisation, il peut être admis d'utiliser les conduites intérieures d'eau sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent à l'immeuble ;
- la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement ;
- un manchon isolant de deux mètres de longueur droite doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et en amont de la partie de la conduite reliée à la terre ; lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation séparées par le dit manchon isolant ;
- la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier ; une plaque apparente et placée près du compteur d'eau signalant que la canalisation est utilisée comme conducteur.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

#### **Article 16 : Installations intérieures de l'abonné - interdictions**

##### Il est formellement interdit à l'abonné :

- 1) d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie ;
- 2) de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;
- 3) de modifier la disposition du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets ;
- 4) de faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêts ou du robinet de purge.

L'abonné ayant la charge de la partie du branchement non située sur le domaine public, les mesures conservatoires qu'il peut être amené à prendre de ce fait ne sont pas visées, sous réserve qu'il en ait immédiatement avverti le service des eaux.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le service pourrait exercer contre lui.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

#### **Article 17 : Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements**

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est réservée uniquement au service des eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le service des eaux ou l'entreprise agréée, et au frais du demandeur.

#### **Article 18 : Compteurs : relevés, fonctionnement, entretien**

Toutes facilités doivent être accordées au service des eaux pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux.

Si, à l'époque d'un relevé, le service des eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au service des eaux dans un délai maximal de dix jours. Si lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant. En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le service des eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et ceci dans le délai maximum de trente jours ; faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le service des eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année précédente, ou à défaut, sur celle de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuserait de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le service des eaux supprime, après mise en demeure de l'abonné, la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement jusqu'à la fin de l'abonnement.

Lorsqu'il réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'il accepte l'ouverture d'un branchement, le service des eaux prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs soit réalisée dans les conditions climatiques normales de la région concernée.

Il informe par ailleurs l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel dans des circonstances particulières. Faute de prendre ces précautions, l'abonné serait alors responsable de

la détérioration du compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du service que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes du fait de l'usager et des usures normales.

Tout remplacement et toute réparation de compteur, dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (gel, incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, etc...) sont effectués par le service aux frais de l'abonné. Il est alors tenu compte de la valeur amortie du compteur.

Les dépenses ainsi engagées par le service des eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

#### **Article 19 : Compteurs, vérification**

Les compteurs sont vérifiés tous les 15 ans par le service des eaux. De plus, le service des eaux pourra procéder à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le juge utile. Ces vérifications ne donneront lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. Le contrôle est effectué sur place par le service des eaux en présence de l'abonné sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur en vue de son étalonnage.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Les frais de vérification seront, préalablement à l'opération, indiqués à l'abonné.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires visées à l'article 13, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné. Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le service des eaux. De plus, la facturation sera s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé. Le service des eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

### **CHAPITRE IV – PAIEMENTS**

#### **Article 20 : Paiement du branchement et du compteur**

Toute installation de branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un mémoire établi par le service des eaux, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la collectivité.

La collectivité peut décider de prendre à sa charge, lors de la construction ou de l'extension d'un réseau, tout ou partie des frais d'installation des branchements dont la demande lui a été adressée avant les dates publiées par la mairie, pour toutes les propriétés situées le long des canalisations de distribution en cours de pose. Dans ce cas, le service des eaux en informe l'abonné et ne lui facture l'installation du branchement que déduction faite de la participation de la collectivité.

Le demandeur a également à supporter les frais de pose du compteur ainsi que le cas échéant, selon le régime juridique de l'exploitation, ceux de sa fourniture.

Conformément à l'article 13 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

#### **Article 21 : Paiement des fournitures d'eau**

Les redevances d'abonnement sont payables par année et d'avance. Les redevances au mètre cube correspondant à la consommation sont payables dès constatation.

L'abonné n'est jamais fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée par son compteur.

Si les redevances ne sont pas payées dans un délai de trois mois à partir de la réception de la facture, et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien fondé de sa réclamation, le branchement peut être fermé jusqu'à paiement des sommes dues, un mois après notification de la mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné. La réouverture du branchement intervient après justification par l'abonné auprès du service des eaux du paiement de l'arriéré.

Les redevances sont mises en recouvrement par le service des eaux, habilité à en faire poursuivre le versement par tous les moyens de droit commun.

#### **Article 22 : Frais de fermeture et de réouverture du branchement (forfaitaire)**

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. A titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de ces opérations est fixé forfaitairement par le tarif qui distingue :

- une simple résiliation ou une fermeture demandée en application du dernier alinéa de l'article 14 ; coût : \_\_\_\_\_ €
- une impossibilité de relevé de compteur, un non-paiement des redevances ou des frais d'intervention du service des eaux (ou de l'entreprise qu'il a agréée) en matière d'entretien et de renouvellement du branchement (article 3), sauf dans le cas ou la réclamation de l'abonné est justifiée ; coût : \_\_\_\_\_ €
- une réouverture d'un branchement fermé consécutivement à la résiliation de l'abonnement ; coût : \_\_\_\_\_ €
- une réouverture d'un branchement fermé en application de l'article 16 coût : \_\_\_\_\_ €

La fermeture d'un branchement ne suspend pas le paiement de la redevance d'abonnement, tant que celui-ci n'a pas été résilié. Toutefois, la résiliation sera considérée comme prononcée à l'issue de la première année suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

#### **Article 23 : Paiements des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires**

Les frais de pose et d'entretien des canalisations et des compteurs, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le service des eaux, et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture d'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par les dites conventions ou, à défaut, par application de celles fixées à l'article 21.

#### **Article 24 : Remboursement d'extensions et autres frais en cas de cessation d'abonnement**

Lorsque pour desservir un abonné, il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchement,...), cet abonné, s'il résilie son abonnement dans un certain délai, peut être obligé à verser une indemnité qui doit être prévue au contrat d'abonnement ou à la convention éventuellement passée pour la réalisation des installations.

#### **Article 25 : Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers**

Lorsque le service réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser une participation au coût des travaux qui sera mentionnée sur le devis remis à chaque abonné et définie comme suit :

- 20% du montant des travaux à la charge du service
- 80% du montant des travaux à la charge des riverains ayant souscrit l'engagement correspondant.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses seraient faits conjointement par plusieurs riverains, le service détermine la participation de dépense entre ces riverains, en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des riverains dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

Pendant les 10 premières années suivant la mise en service d'une extension ainsi réalisée, un nouveau riverain ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation diminuée de 1/10<sup>ème</sup> par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée entre les riverains déjà branchés, proportionnellement à leur participation ou à celle de leurs prédécesseurs en cas de changement de riverain.

### **CHAPITRE V - INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION**

#### **Article 26 : Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux**

Le service des eaux ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture due à un cas de force majeure.

Le service des eaux avertit les abonnés 48 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

En cas d'interruption de la distribution excédant 48 heures consécutives, la redevance d'abonnement est réduite au prorata du temps de non-utilisation, sans préjudice des actions en justice que l'utilisateur pourrait intenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption.

#### **Article 27 : Restrictions à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution**

En cas de force majeure, notamment de pollution des

eaux, le service des eaux a le droit d'apporter, à tout moment et en accord avec la collectivité, des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, la collectivité se réserve le droit d'autoriser le service des eaux à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que le service des eaux ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences des dites modifications.

#### **Article 28 : Cas du service de lutte contre l'incendie**

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, le service des eaux doit en être averti trois jours à l'avance, de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls service des eaux et service de protection contre l'incendie.

## **CHAPITRE VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION**

### **Article 29 : Pénalités**

Indépendamment du droit que le service des eaux se réserve par les précédents articles de suspendre les fournitures d'eau et de résilier d'office l'abonnement, les infractions au présent règlement sont, en tant que de besoin, constatées soit par les agents du service des eaux, soit par la personne responsable de la collectivité ou son délégué et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

### **Article 30 : Date d'application**

Le présent règlement est mis en vigueur à dater du [ ] ; tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

### **Article 31 : Modification du règlement**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés, trois mois avant leur mise en application, par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

### **Article 32 : Clause d'exécution**

Le maire, les agents du service des eaux habilités à cet effet et le Comptable Public, en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le conseil municipal de Pontcharra dans sa séance du [ ] .

LE MAIRE